

AGIR ET DÉCIDER

LA PARTICIPATION EN QUESTION

TABLE DES MATIÈRES

- 3 Un enjeu démocratique
- 4 Dix expériences à partager
- 5 La Fondation de France et la participation : 20 ans de soutien

6 LA PARTICIPATION, POUR QUOI FAIRE?

- 7 Le guide des chercheurs d'emploi
- 10 Un magasin pour se retrouver
- 13 Rayonnants sur scène, enthousiastes dans leurs vies
- 16 La parole aux plus âgés
- 19 « Prendre conscience d'une commune humanité »**

20 POUVOIR AGIR ET DÉCIDER

- 21 Référents d'immeubles... et bien plus
- 24 À l'écoute de la rue
- 28 Troubles psychiques : un clubhouse pour s'entraider
- 31 « La question de la formation est essentielle »**

32 DES OUTILS ET DES MÉTHODES POUR S'ENGAGER

- 33 La santé, l'affaire de tous
- 36 Renaissance d'un village autour de son école
- 40 Urgence : solidarités par-delà les continents
- 43 « Réussir à donner envie »**

- 44 Remerciements
- 45 Pour aller plus loin

UN ENJEU DÉMOCRATIQUE



Dans une société menacée par l'atomisation sociale, le développement de la solitude et de l'individualisme, les actions collectives constituent des occasions de se lier, de partager, de créer des liens sociaux, du bien commun. C'est pourquoi nous encourageons depuis 20 ans des initiatives qui trouvent des solutions avec les personnes en difficulté – et non plus pour elles. Elles produisent des effets tout à fait bénéfiques, tant parce qu'elles redonnent aux personnes le pouvoir d'agir que parce qu'elles produisent des réponses mieux adaptées aux besoins.

La participation est un enjeu démocratique car être citoyen, c'est aussi pouvoir donner son avis. Dans la réflexion européenne sur la cohésion sociale, la participation constitue ainsi un des quatre éléments du bien-être à la base des sociétés se reconnaissant dans les droits de l'homme et la démocratie.

Or, si la participation est un principe de plus en plus inscrit dans les lois et la réglementation, il ne suffit pas de la décréter pour qu'elle devienne une réalité.

Le principe semble acquis mais il est difficile à mettre en œuvre, car il bouleverse nos cultures professionnelles, chahute nos rapports aux institutions et au pouvoir, questionne notre manière d'être en relation et d'aider les autres.

Modestes et singulières, ces expériences humaines sont précieuses car créatives, sources d'inspiration et d'apprentissage pour nous aider à construire une société plus solidaire, intégratrice et respectueuse de ses différentes voix.

Francis Charhon
Directeur général de la Fondation de France



DIX EXPÉRIENCES À PARTAGER

La nécessité d'être plus attentif à la parole des bénéficiaires, d'associer davantage les populations aux décisions qui les concernent constitue aujourd'hui une évidence mais se cantonne souvent à un mot d'ordre bien-pensant. Comment peut-on éviter une participation « alibi », particulièrement si l'on travaille avec des personnes rencontrant des difficultés importantes ? Quels sont les savoir-faire et points de méthode centraux à développer ? Ces démarches sont-elles vraiment efficaces ? Telles sont les questions que de nombreux acteurs se posent et que nous illustrons ici à travers la présentation et l'analyse de projets que nous avons financés. Ce recueil est le fruit d'une démarche collaborative menée à travers divers programmes de la Fondation de France : Allez les filles !, Emploi, Enfance, Environnement, Habitat, Maladies psychiques, Nouveaux commanditaires, Personnes âgées et Solidarités internationales.

Si ces expériences sont passionnantes, touchantes, elles ne prétendent pas être des modèles : elles ont des points forts, des faiblesses, des réussites et des limites qui sont ceux de toute action humaine. Ces témoignages de jeunes, de travailleurs sociaux, de demandeurs d'emploi, de personnes âgées, de soignants et d'experts mettent en avant l'intérêt de la

participation tant pour les acteurs eux-mêmes que pour les professionnels et le fonctionnement des institutions.

Nous espérons ainsi que la publication de cette brochure contribuera à mieux faire connaître ces démarches originales et à encourager de nouvelles initiatives.

De quoi parle-t-on ?

Le terme de participation décrit plusieurs enjeux et formes d'action :

- l'adhésion des personnes au projet qui les concerne. L'impact principal recherché est de permettre aux usagers de s'exprimer, de susciter leur mobilisation active, de s'intégrer aux projets ;
- la participation visant la « coproduction » des projets avec les usagers. Elle a pour enjeu principal de construire ou faire évoluer significativement le projet ou le cadre de l'action en associant les usagers à toutes les phases du projet : définition, conception, pilotage, évaluation.



LA FONDATION DE FRANCE ET LA PARTICIPATION : 20 ANS DE SOUTIEN



Soucieux de donner le maximum d'efficacité aux moyens financiers qui nous sont confiés, nous définissons des programmes d'intervention précis. Nous soutenons des actions concrètes et de proximité, proposées par des associations ou des services collectifs pour résoudre des problèmes peu ou mal pris en compte par les institutions. Depuis 20 ans, nous encourageons la participation des bénéficiaires et accompagnons les acteurs de terrain dans cette voie.

Promotion de la participation des habitants

- 1993 : soutien d'initiatives d'habitants dans dix quartiers populaires en France dans le cadre du Fonds en faveur des initiatives locales (FIL)
- 2002 : remise de 13 Trophées de la Démocratie participative

Lutte contre la pauvreté et citoyenneté

- 1995 à 2007 : plus de 1 600 projets soutenus pour un montant distribués de plus de 7,4 millions d'euros dans le cadre du programme Agir ensemble : atelier d'écriture, jardins familiaux, événements culturels, groupe de paroles, réseaux d'échange de savoirs, café sans alcool...
- Depuis 2003 : plus de 1100 fêtes participatives ont été financées pour un montant de près 1,7 millions d'euros dans le cadre des Réveillons de la solidarité

Aide à la co-production de projets

- À partir de 2008 : création d'une aide méthodologique spécifique. Environ 90 aides ont été accordées pour un montant de près de 300 000 euros.



Nos aides pour encourager la participation

La mise en place de démarches participatives est souvent plus difficile qu'il n'y paraît, en particulier lorsqu'elle inclut des personnes vulnérables ou marginalisées. C'est pourquoi elle est fortement encouragée dans les appels à projets de la Fondation de France et fait partie des critères souvent retenus pour juger la qualité d'une action. Nous proposons également

une aide complémentaire visant à favoriser le développement des savoir-faire (formation, intervention d'un consultant...) et à prendre en compte les coûts spécifiques générés par ce type de démarche (frais de déplacements, de garde d'enfant...).

Plus d'informations sur
www.fondationdefrance.org



LA PARTICIPATION, POUR QUOI FAIRE?

Demandeurs d'emploi, jeunes, familles en difficulté, retraités... tous témoignent ici du changement insufflé dans leur vie par leur participation à des projets associatifs qui leur ont donné une place à part entière, des moyens de retrouver confiance, d'être entendus, de reprendre leur destin en main. Par ce biais, le regard et le comportement des professionnels et institutions ont aussi évolué. Ainsi, comme l'onde d'un caillou jeté dans l'eau, ces expériences ont eu de véritables effets d'entraînement, montrant que l'implication active des personnes est une manière pertinente et efficace d'agir et de concevoir l'action.

Le guide des chercheurs d'emploi

PROJET

Prise de parole et de propositions d'amélioration des politiques publiques par des personnes en recherche d'emploi

TERRITOIRE

Pays de Redon

PUBLIC

Personnes sans emploi

PORTEUR DE PROJET

Aide emploi services
1, rue du Tribunal
35600 Redon
02 99 71 20 62
aide.emploi.services@
wanadoo.fr

À Redon, aux confins de la Bretagne Sud, difficile de trouver un emploi. Qu'à cela ne tienne, un groupe de personnes très actives, sans travail salarié, s'est retroussé les manches pour aider les chercheurs d'emploi.

Aux confluents de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique et du Morbihan, le pays de Redon est un territoire rural touché par la désindustrialisation. Jusqu'au milieu des années 1990, la majorité des emplois se trouvait chez les équipementiers du secteur automobile et leurs sous-traitants mais les usines ont fermé et licencié progressivement. Dans ce contexte difficile, de nombreuses personnes préférant des emplois, même partiels, à l'inactivité sont venues frapper à la porte de l'association Aide emploi services, structure d'insertion par l'activité économique qui propose des contrats en insertion dans le secteur des services à la personne. « Nous gérons entre 200 et 250 salariés, compte Philippe Rajalu, directeur. Soit une vingtaine d'équivalents temps plein. » Un rôle important, mais malheureusement insuffisant. « On n'a pas cherché à être au chômage, s'insurge Sylvie, assistante maternelle. Mais soit on trouve un contrat aidé, soit il n'y a rien dans la région. Alors on prend, mais au bout de deux ans, on se retrouve sans rien à nouveau. » Et la spirale infernale démarre : « Même s'il y a des

aides quand tu te retrouves au chômage, ça fait une grosse chute de revenus. J'ai commencé à m'endetter. » Très dur, dans ces conditions de garder le moral et une certaine estime de soi.

PRENDRE LA PAROLE

C'est pour ne pas laisser sans réponse cette détresse que Denis Prost décide de se mobiliser lorsqu'il vient s'installer à Redon. Ayant déjà beaucoup travaillé aux côtés de personnes très démunies, il a une idée en tête : « J'ai pensé que c'était aux chercheurs d'emploi de dire, à partir de leur expérience, ce qu'il fallait améliorer ou même changer sur le territoire. » D'abord bénévole, puis salarié d'Aide emploi services, il monte à force de persuasion et de dynamisme, un groupe de personnes chercheuses d'emploi. Pas question en effet de stigmatiser qui que ce soit en parlant de « demandeurs » ou encore moins de « chômeurs » : « C'est du boulot de rechercher un emploi ! Lorsque j'ai pris contact par téléphone avec eux pour leur proposer de démarrer un groupe, je leur ai dit "Il n'y a que vous qui pouvez dire ce que vous vivez. Il y a des choses que personne



Reconnaître l'expertise

Le travail mené par AES avec les institutions montre qu'il est légitime de considérer les demandeurs d'emploi comme des experts : experts du quotidien des personnes vivant dans cette situation, de la recherche d'emploi, des dispositifs publics qu'ils fréquentent. À ce titre, ils peuvent à la fois témoigner, contribuer à améliorer les réponses, voire se révéler force de proposition. Ce changement de pratique est précieux car l'alliance entre les compétences des professionnels et les savoirs des usagers peut améliorer les réponses.

Développer la confiance

Le chômage et l'exclusion érodent la confiance de personnes qui se sentent souvent « diminuées » comme le dit une des participantes. Or, l'action menée par cette association est un puissant révélateur des capacités d'affirmation, d'engagement et de progression des personnes. Elles se sont ainsi mobilisées durablement, de l'idée initiale du guide à sa réalisation et sa diffusion. Dans les démarches participatives, les témoignages recueillis attestent très souvent de l'importance de ces effets de prise de confiance, d'autorisation à parler et agir qui perdurent souvent au-delà du projet pour se réinvestir dans d'autres activités.

ne dira à votre place." J'ai veillé à instaurer un climat chaleureux dès nos premières rencontres, avec du café et des gâteaux pour aider à souder le groupe et lui donner envie de se retrouver régulièrement.

Laurence se souvient : « J'étais très mal à l'aise au début, c'était très dur pour moi de parler avec les autres ». Tout d'abord étonnées, voire réticentes comme Laurence, plusieurs personnes prennent néanmoins goût à ses moments de partage. Le projet « Rebond-dire à Redon » se met progressivement en place. Les premiers mois, des réunions ont lieu toutes les trois semaines. Elles échangent d'abord leurs expériences, expliquent ce qui ne fonctionne pas, pointent du doigt les incohérences ou dysfonctionnements dans les dispositifs d'aide qu'elles fréquentent.

« C'est une initiative de démocratie participative, explique Denis. Nous ne nous situons pas dans de l'insertion professionnelle pour ce projet-là. Je souhaitais que l'expérience des chercheurs d'emploi puisse servir à améliorer l'existant. Évidemment, cela allait créer de l'entraide, un regain d'estime de soi ». Peu à peu, l'envie de faire entendre à l'extérieur les réflexions et propositions du groupe s'installe. Premier temps fort où le groupe prend la parole : en novembre 2007 à Poitiers, lors du congrès du Coorace, une fédération nationale d'associations défendant le droit au travail pour tous. Ils sont dix à s'y rendre avec Denis. En avril 2008, ils interviennent également lors du Grenelle de l'insertion organisé par le gouvernement. Et Laurence s'aventure à prendre la

parole devant 40 personnes lors d'une journée de préparation à Paris : « Depuis des années, on m'empêchait de parler. Les difficultés, le chômage... j'étais diminuée. Et là tout d'un coup, malgré le trac, j'ai vu que ce que je disais était partagé par d'autres. J'étais comme tout le monde, pas "en-dessous". J'ai eu l'impression d'avoir grandi, comme un enfant qui monte sa première marche. » Le pli est pris, les chercheurs d'emploi de Redon ne s'arrêteront plus d'intervenir.

LE CHEMIN DE LA RECONNAISSANCE

Mais surtout, ils réfléchissent au problème de l'agence locale de Pôle Emploi, submergée, qui ne parvient plus à répondre aux sollicitations des chercheurs d'emploi. « On va à un rendez-vous avec notre conseillère Pôle Emploi, explique Didier. On a préparé une pile de papiers, de justificatifs... et là : il y en a un qui manque ! Mais personne ne dit qu'il fallait celui-là aussi ! On n'a jamais toutes les informations nécessaires. » Petit à petit, émerge l'idée d'un guide du chercheur d'emploi, conçu par eux, pour eux et pour tous ceux qui partagent leurs difficultés. « Denis m'avait contactée pour présenter les réflexions de son groupe de chercheurs d'emploi à la commission développement économique du Conseil de développement du Pays de Redon, se souvient Caroline Le Neures, qui occupait alors la fonction de coordinatrice de la Medefi, la Maison de l'emploi, du développement, de la formation et de l'insertion du Pays de Bretagne Sud. Nous avons mis en place un groupe de travail mixte : chercheurs d'emploi et acteurs institutionnels – Mission locale, Pôle Emploi, Centre d'information et d'orientation. Il nous semblait important que ces instances entendent, dans un cadre neutre, en dehors de toute revendication spécifique, les difficultés rencontrées par les personnes. Cela a "ré-humanisé" les échanges. » La Medefi décide alors



« Ce guide a changé la donne pour nous tous. Ils nous ont trouvés crédibles, on avait enfin le droit à la parole. On n'a jamais été dans l'agressivité, on n'est pas là pour démolir, mais pour construire. »

Laurence

de soutenir le projet. Les chercheurs d'emploi se lancent dans cette aventure et y travaillent d'arrache-pied. « Nous venions aux réunions, nous disions tout ce qu'il fallait évoquer dans ce guide. Nous avons beaucoup travaillé », sourit Claudine. « Trouver du travail », « Résoudre les problèmes », « Rester actif »... : « Les rubriques du guide, c'est complètement nous », insiste Sylvie. À la fin de chaque mois, on regroupait toutes les infos que l'on avait collectées pour les vérifier. Nous avons ainsi passé des centaines de coups de fil pour s'assurer que les informations de l'annuaire étaient bonnes. » L'engagement de la Medefi ainsi que le soutien financier de la Fondation de France permettent de finaliser et d'imprimer ce document de 50 pages, facile à lire et bourré d'informations utiles. Lorsque « Le guide du chercheur d'emploi » paraît en septembre 2009, c'est le succès. « Je suis allé le distribuer dans toutes les agences d'intérim », souligne Didier. Je connais des jeunes qui ont trouvé des jobs, des logements aussi grâce à lui. » De bouche à oreille, le groupe des chercheurs d'emploi acquiert une

vraie reconnaissance : « Nous sommes maintenant sollicités », remarque Denis. Le député de la circonscription qui prépare un projet de loi sur la précarité professionnelle des femmes, est venu par exemple demander notre expertise. » Et le groupe est appelé à participer à la rédaction du cahier des charges pour l'aménagement du futur bâtiment de la Medefi qui accueillera le public et où seront regroupées toutes les structures liées à l'emploi : « Nous leur avons proposé de réfléchir avec nous et l'architecte aux meilleures solutions pour réaliser l'espace accueil, mettre en place les offres de services, respecter la confidentialité, réserver un espace pour la recherche active d'emploi, etc. Ils sont devenus des prescripteurs. » Pari gagné : de chômeurs « que l'on ne regardait même pas », comme l'avoue Laurence, le groupe a gagné une réelle place dans la vie locale. Et puis, comme le précise aussi Nathalie, qui a depuis créé son entreprise de repassage : « On a toujours été solidaires, ça a créé des liens forts. La gentillesse et le réconfort que j'ai trouvés ici, c'est inestimable. » ■

Ne pas résumer les personnes à leurs difficultés

Les personnes en difficulté sont souvent confrontées à des représentations négatives d'elles-mêmes. Or considérer les personnes sous le seul angle de leurs difficultés amène à oublier les ressources et compétences dont elles disposent, et qu'elles peuvent manifester quand le cadre proposé y invite. Les démarches participatives contribuent souvent à un changement réciproque des représentations qui est source de progrès et de mise en mouvement.



Un magasin pour se retrouver

PROJET

Groupe d'achats mis en place, géré et développé par des personnes en situation de précarité

TERRITOIRE

Cambrésis

PUBLIC

Personnes ayant des revenus très modestes voire n'ayant que les minima sociaux

PORTEUR DE PROJET

Codes du Cambrésis
Centre commercial Martin-
Martine - rue Gauthier
59400 Cambrai
03 27 70 98 47 - codesdu-
cambrésis@wanadoo.fr

Dans le Nord de la France, la région du Cambrésis, autrefois riche de son industrie textile, ne parvient pas à se relever de multiples chocs économiques. Plutôt que d'aider les familles en leur distribuant des produits alimentaires, une association, le Comité de développement de l'économie solidaire (Codes) leur a proposé d'organiser elles-mêmes l'achat de biens de consommation courants, de qualité et abordables pour tous.

« Il faudrait qu'il y ait plus d'associations comme cela, pour lutter contre la précarité. C'est grâce à elle que je suis encore ici ! » Ce cri du cœur, Christelle le lance devant une vingtaine de femmes réunies au siège du Comité de développement de l'économie solidaire du Cambrésis (Codes). Plusieurs d'entre elles, dont Camille, la jeune conseillère en économie sociale et familiale, sont abasourdis et assez émus : Christelle est d'habitude si réservée... « J'ai 40 ans, trois enfants, dont l'une est atteinte d'une maladie cardiaque grave, souligne Christelle. J'étais avant agent de collectivités dans les écoles, mais j'ai quitté ce poste pour suivre mon mari. Et lui est parti au bout de quelques années. J'ai tellement de dettes ! Je n'arrive même plus à payer le taxi qui emmène ma fille à l'hôpital où

elle est soignée. Heureusement qu'au village, beaucoup de voisins m'aident un peu. » Isabelle, autre habituée du Codes, était serveuse dans un restaurant. Un jour elle a perdu son emploi puis son mari.

UNE ORGANISATION FONDÉE SUR LA MOBILISATION DE CHACUN

Confronté à cette détresse sociale en augmentation constante, le Codes a élaboré, il y a plusieurs années, une démarche originale en réponse à la demande du maire de la petite ville voisine de Caudry. « Il nous demandait d'ouvrir une épicerie sociale et solidaire, se souvient Marie-Claude Armand, coordinatrice du Codes. Il donnait déjà un peu d'argent aux familles de sa commune qui ne vivaient qu'avec le



« C'est vrai que je souris à nouveau depuis deux mois que je viens ici. Avant, j'étais toute fermée, je restais chez moi. Je viens chaque jeudi et je choisis l'atelier auquel je veux participer. »

Christelle

RSA, mais il pensait qu'il valait mieux leur permettre d'acheter des produits très peu chers. Or ce projet, fondé uniquement sur le principe de l'aide alimentaire, ne nous plaisait pas trop. Nous avons construit la démarche "Alimentation et lien social" pour permettre aux bénéficiaires de redevenir actifs et retrouver ainsi leur autonomie.» S'organisent alors, dès février 2003 et durant plusieurs années, près de vingt rencontres à Caudry. Tout d'abord au sein de cinq associations accueillant des personnes en grande précarité, elles permettent progressivement de rassembler un groupe de plusieurs dizaines de volontaires qui se retrouvent ensuite à la Bourse du travail de la ville. Il s'agit d'écouter les besoins des familles, d'expliquer la volonté de construire ensemble des projets collectifs et de partager toutes les bonnes idées. Grâce à cette méthode naissent deux groupements d'achats, l'un à Caudry et l'autre à Cambrai.

À Cambrai, quelques années plus tard, l'organisation, majoritairement prise en main par des femmes, est bien rodée. Le jeudi matin au Codes, c'est le moment de récapituler les commandes passées, de réceptionner les arrivages (épicerie sèche, produits frais, produits d'entretien, cosmétiques, vêtements d'occasion, petit électroménager, livres, jouets...), de venir acheter à des prix très modiques ce dont on a besoin et de discuter avec les amies. Ce qui permet de lancer régulièrement de nouveaux projets. Même si tout paraît bien huilé, il faut néanmoins toute l'humanité, la bienveillance et l'incroyable énergie de Marie-Claude, Camille, Marie-Florence, animatrice elle aussi, et d'Isabelle, la secrétaire-comptable. La précarité est tellement obsédante que certaines ont du mal, parfois, à ne pas craquer. « *Nous réfléchissons toutes ensemble à ce dont elles ont besoin et à ce qui leur plairait*, explique Marie-Florence. *Ensuite, nous sommes juste là pour les aider à concrétiser ce qu'elles formulent.* » Ce matin-là, Stéphanie, Manolita et Virginie récapitulent la liste des



Le groupement d'achats collectif permet aux personnes à revenus modestes de se regrouper pour négocier et bénéficier des tarifs préférentiels auprès des producteurs et fournisseurs locaux sur différents produits (alimentaires, hygiène, petit équipement, ...) auxquelles elles n'ont habituellement pas accès.

petits appareils électroménagers à très bas prix (10% du prix du marché) que le Codes a reçu en provenance de l'Agence du don en nature. Puis elles vérifient les commandes des familles. Isabelle les a aidées lorsqu'elles se sont portées volontaires, il y a quelques mois, pour s'occuper de cette tâche rigoureuse : « *Dès leur arrivée au sein du Codes, nous leur proposons de participer à l'organisation. Cela commence par un simple coup de main lors de l'arrivée des marchandises, pour aider à décharger les palettes. Ensuite, pour des tâches plus spécifiques, nous les formons. J'ai par exemple appris à Stéphanie, Virginie et Manolita à maîtriser Excel pour bien gérer les tableaux de commandes.* »

« L'ALIMENTATION ? UNE PORTE D'ENTRÉE »

Au sous-sol, Camille et Isabelle proposent une vente de produits nouvellement arrivés à un groupe de mamans. Elles sont visiblement heureuses de pouvoir acquérir des biens qui leur sont d'habitude hors de portée. Dans une autre pièce, Maria et Brigitte animent un atelier couture. « *L'accès à une alimentation de qualité est pour nous une porte d'entrée*, reconnaît

Produire des effets en cascade

Aller au-delà d'une simple aide alimentaire en plaçant les personnes dans une position active a renforcé la capacité d'agir et les compétences des participantes, leur permettant de dépasser leurs inhibitions. Cette mobilisation a également débouché sur une amélioration de la vie quotidienne des familles, qui bénéficient de tarifs avantageux. Enfin, le groupement d'achat constitue un lieu de convivialité, de soutien mutuel, de formation, de qualification et d'élaboration de nouveaux projets.



Marie-Claude. *À partir de ce besoin fondamental, nous écoutons et tentons de mettre en place toutes les initiatives qui font sens. Pour nous, un projet commence lorsque l'une d'entre elles dit incidemment "ce serait bien que"». L'atelier couture est ainsi né d'un besoin – redonner vie à d'anciens vêtements ou en faire de nouveaux – et de la compétence de certaines de ces anciennes ouvrières du textile. «Comme c'est bientôt Noël, on a décidé de fabriquer des petits Pères Noël pour décorer les maisons. J'ai créé le patron, il n'y a plus qu'à le reproduire», décrit Brigitte. Prête à travailler avec elles, Chantal raconte comment le Codes a changé sa vie: «Ici, je me sens utile, je viens une fois par semaine et je dois aider. En plus, je peux parler avec d'autres femmes.» Et puis, elle est enchantée d'un autre projet: le partenariat avec le verger d'Epinoy. «Les femmes voulaient des produits frais, explique Camille. On a organisé des jeux de rôle pour qu'elles se sentent à l'aise au téléphone. Puis elles ont passé des coups de fil*

aux agriculteurs de la région. Et le verger d'Epinoy a accepté de nous accueillir.» Depuis plusieurs saisons, tout se passe de mieux en mieux entre ce producteur solidaire et les familles du Codes: «On y va lorsqu'il a fait le gros de ses ventes "normales", indique Chantal. Il nous laisse ramasser gratuitement les fruits et légumes qui lui restent et même parfois des fleurs.»

À la fois parenthèse bienvenue dans des existences très lourdes à porter et solution aux problèmes du quotidien, la vie au Codes n'en est pas pour autant idyllique. «Nous avons de grosses difficultés financières», s'inquiète Marie-Claude, qui déplore la baisse des subventions aux associations. Et puis, il faut réussir à tenir au plan psychologique. À la fin de la matinée, Christelle est au bord des larmes en se disant que sa vie «n'avance pas». Mais Camille veille: «Mais si tu avances! Regarde: tu as été sélectionnée pour passer un entretien, tu n'es pas restée chez toi. Ça avance...». ■



Donner, recevoir, rendre : un ressort essentiel

Comme les témoignages le soulignent, il est essentiel que les personnes ne soient pas seulement mises en position de recevoir, mais qu'elles puissent elles-mêmes être utiles aux autres, rendre, et donc s'inscrire dans une dynamique d'échange. En cela, les démarches participatives peuvent contribuer à réduire l'inégalité qui prévaut souvent dans la relation entre aidants et aidés.



Rayonnants sur scène, enthousiastes dans leurs vies

PROJET

Cours de danse et spectacles donnés par une troupe de jeunes sans projet professionnel, amenés à prendre en charge leur association

TERRITOIRE

Agglomération rouennaise, autour de Saint-Étienne-du-Rouvray

PUBLIC

Jeunes filles et garçons âgés de 12 à 27 ans

PORTEUR DE PROJET

Association Just kiff dancing
161 rue Léon Gambetta
76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
Tél.: 06 60 08 21 94
justkiffdancing@yahoo.fr
www.justkiffdancing.fr

Ils ont entre 12 et 25 ans : une majorité de filles, mais aussi quelques garçons. Encouragés par une professeure de danse urbaine et hip-hop débordante d'énergie, ils apprennent à se construire un avenir grâce à la danse. Et n'oublient pas de partager leur passion, mais aussi leurs convictions avec les plus jeunes.

12 h45 au Centre socio-culturel Georges Désiré de Saint-Étienne-du-Rouvray, non loin de Rouen. Salle de danse Maurice Béjart. La troupe des six jeunes danseurs de l'association Just kiff dancing vient tout juste de terminer sa répétition. Tout le monde souffle : c'est la pause sandwich. Jocelyne, l'une des jeunes filles de l'association, toute nouvelle arrivée mais déjà responsable de l'organisation et de l'accueil du public, s'affaire. Tirée à quatre épingles, elle fait une dernière fois le tour des tables pour vérifier s'il y a suffisamment de plaquettes de présentation du programme intitulé la «Prévention

danse». Tout doit être «*nickel*». En effet, s'ils sont séduits, les invités – responsables de services jeunesse dans les mairies ou les centres sociaux, travailleurs sociaux spécialisés dans le suivi des addictions, enseignants, etc. – commanderont le spectacle.

DANSER, PARTAGER, S'ÉPANOUIR

La «Prévention dansée» est la dernière-née des initiatives conçues et réalisées par Just kiff dancing (Jkd). Fondée en 2007 par Nadège Deville, danseuse et infirmière scolaire, la raison d'être de l'association repose sur l'idée que le hip-hop et les danses urbaines sont un excellent

Inventer de nouvelles actions

Permettre aux jeunes de s'organiser, de se former, de solliciter des partenaires les a amenés à développer leurs compétences, leur confiance et leur capacité à agir. Au-delà du plaisir de la danse, ils ont pu créer et proposer aux collèves un langage innovant et adapté pour aborder des questions difficiles comme la discrimination ou les pratiques à risque.

vecteur d'expression de soi et d'émancipation. Notamment pour les jeunes filles de cette ancienne région industrielle où beaucoup de familles éprouvent de grandes difficultés économiques et où les filles restent encore trop souvent cantonnées à la maison. Elle s'est dotée de trois principes: «Danser, partager, s'épanouir». «La première année, nous donnions des cours de danse de façon assez classique. Mais j'ai vite senti que les filles avaient envie de progresser, confie

Nadège. Elles avaient besoin de petits aiguillons qui les fassent rêver et avancer. C'est ainsi que nous est venue l'idée, en discutant après les cours, d'organiser un stage "extraordinaire" avec des profs de danse de Paris, dont Nathalie Lucas, une artiste connue.» Première idée, première expérience de gestion: les filles travaillent avec une «gniak» extraordinaire pour contacter les enseignants avec lesquels elles ont envie de danser, pour trouver les financements nécessaires, organiser le stage et aussi répéter. «Nous avons également eu l'idée de lancer un défi durant le stage: le challenge "Allez les filles!"; elles ont été deux ex-aequo à gagner le premier prix. Elles ont ainsi pu partir faire un stage d'une semaine auprès de professionnels à Toulouse, tous frais payés.» Laetitia en parle encore avec des étoiles dans les yeux: «J'ai rencontré Nadège il y a cinq ans, dans une salle d'acrosport à Rouen. Elle m'a proposé de venir faire de la danse. Au bout de six mois, je montais déjà sur les planches! J'avais été attrapée par la passion...» Organisé pour la première fois en 2009, le stage «Allez les filles!» en sera à sa quatrième édition en 2012. Deuxième initiative, le «Danse Urb'n Tour» pour joindre la passion de

la danse à un souci bien compréhensible: partir profiter du soleil sur les plages du sud. «Nous avons répété pendant des semaines, se souvient Laetitia. Nous avons passé des dizaines de coups de téléphone pour trouver les campings prêts à nous accueillir et organiser notre première "tournée". Et à l'été 2010, on partait, à cinq dans un minibus.» Direction Barcarès, un camping au bord de la Grande Bleue, pour danser et entraîner les vacanciers, chaque jour: «Nous en sommes à la troisième édition cette année, remarque Nadège. Nous nous cherchons encore un peu. Mais lorsque certains jeunes s'entraînent en vue de cette tournée et se demandent une semaine avant le départ s'ils vont oser quitter leur quotidien, je me dis que nous faisons un vrai travail de fond. Ces initiatives permettent de lever toutes sortes de réticences.»

«LÀ, JE PARLE DEVANT VOUS...»

Retour au spectacle de prévention dansée: des petits ballets de hip-hop et de danse urbaine, destinés à sensibiliser le public à certaines thématiques touchant de près les jeunes. Le module de cet après-midi est axé sur les addictions. Il évoque tour à tour ceux qui passent leurs journées au téléphone ou sur les jeux vidéo ou celles et ceux qui arrosent beaucoup trop leurs soirées. La danse sert ici de support à une sensibilisation citoyenne et collective. Gory, l'une des jeunes danseuses, a pu constater la réussite de ce concept: «Le premier module traitait de la question des discriminations entre filles et garçons, on ne pensait pas que cela allait prendre autant d'ampleur. Nous l'avons joué dans les collèges: 2514 élèves l'ont déjà vu en seulement six mois! Au départ, Nadège a eu l'idée de faire ce spectacle. Nous en avons discuté, cela nous plaisait beaucoup. Elle a tracé les grandes lignes de l'histoire et nous nous sommes tous mis à construire la chorégraphie. On a eu un succès incroyable. Et maintenant, nous savons exactement



Réveiller des capacités de mobilisation

Taxés à tort d'individualisme, les jeunes sont souvent décrits comme difficiles à mobiliser dans une action collective. Pourtant quand l'action ne leur est pas proposée « clés en main » mais se co-construit de manière progressive dans l'échange, ils s'impliquent avec enthousiasme comme le révèle cette expérience menée à Rouen. Sans nier les difficultés rencontrées, nombre de projets s'inscrivant dans une perspective participative permettent aux participants de développer des capacités de mobilisation insoupçonnées.



« Ce qui me fait tenir, c'est l'évolution de Just kiff dancing. Quand on a commencé à en parler, on n'osait pas imaginer qu'un jour on aurait une salariée. Et puis la danse, c'est un cadre qui m'a construite. Je ne serais pas aujourd'hui cadre commercial dans un centre de remise en forme si je n'avais pas participé à ce projet. »

Gory

comment engager la réflexion avec les collégiens, après le spectacle: les discriminations sexistes, cela fait cinq ans que nous travaillons dessus.» La magie opère dans la salle et entraîne la troupe de jeunes danseurs à se surpasser. Parmi les jeunes hommes ayant rejoint la troupe il y a quelques mois, Dimitri se souvient de ses craintes lors des débuts du spectacle de prévention dansée: « *On intervient dans des collèges, donc il faut faire attention à nos paroles. Tu ne peux pas dire n'importe quoi! Je ne veux plus faire autre chose, la danse c'est ma vie. Je suis "dirigé" de l'intérieur. J'espère pouvoir obtenir une validation des acquis de l'expérience (VAE) et monter moi aussi un groupe de danse.* » Carina, de son côté, est devenue en un an une jeune danseuse-comédienne pleine de talent... et une jeune femme en train de vaincre sa timidité. Devant une cinquantaine de personnes, elle ose: « *Bonjour à toutes et à tous, je suis danseuse et passe ici mon service civique. Jkd m'apporte beaucoup: vous savez, j'ai d'habitude une grande peur de parler devant le public. Mais là, je parle devant vous...!* ».

« DEPUIS UN AN, JE SUIS QUELQU'UN D'AUTRE »

« Danser et s'épanouir » : les deux premiers principes de l'association disent bien le projet

de Nadège Deville qui a veillé dès les débuts à responsabiliser ses jeunes danseurs en leur confiant très rapidement de réelles responsabilités, en fonction de leurs envies. Depuis quelques semaines, Ramata, ancienne bénévole, est ainsi danseuse et coordinatrice salariée de l'association. À la fois rigoureuse et pleine de dynamisme, ce petit « bout de femme » de 24 ans impressionne: « *Il y a un an, je n'étais pas danseuse et je n'avais jamais eu la responsabilité d'une structure. Là, ça relève du miracle! Nadège m'a expliqué comment monter le dossier de Prévention dansée pour pouvoir obtenir des subventions. Je l'ai présenté à la communauté d'agglomération de Rouen et j'ai obtenu 1500€! On les a utilisés pour se former sur les addictions: lorsque l'on se retrouvera face aux élèves des collèges, il faudra savoir comment répondre.* » Encore un an de contrat aidé au sein de l'association et Ramata devra prendre son envol à son tour. Mais tout va bien: « *J'ai développé des compétences que je n'avais pas avant. Le mercredi, je donne des cours de danse et le soir, même si je suis épuisée, je plane! Depuis un an, je suis quelqu'un d'autre. Je ne compte pas mes heures et je sais que tôt ou tard, je serai récompensée. En attendant, je fonce!* » ■



La parole aux plus âgés

PROJET

Écouter les personnes âgées en institution et prendre en compte leur point de vue

TERRITOIRE

Midi-Pyrénées

PUBLIC

Personnes âgées vivant en Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

PORTEUR DE PROJET

Hôpital Le jardin d'Emilie
5 rue du parc
82300 Caussade
Tél.: 05 63 26 18 00
n.escribano@hl-caussade.fr
<http://lri-midipyrenees.fr>

En Midi-Pyrénées, l'association Liberté du résident en institution (Lri) s'est donné comme ambition d'encourager et de promouvoir la parole des personnes vivant en Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Afin de leur préserver ce droit essentiel : celui d'être citoyen à part entière, malgré le grand âge.

Madame Barraud s'amuse: «*Quand vous saurez que je vais avoir 100 ans cette année, vous me pardonnerez quelques petits trous de mémoire!*» Elle a accepté de faire le déplacement depuis l'Ehpad de Caussade où elle habite, jusqu'à celui de Montech, pour témoigner de l'importance de la démarche entreprise depuis 1990 par l'association Liberté du résident en institution. Pendant plusieurs années, elle en a été la secrétaire. «*Lorsque je suis arrivée en institution, à 90 ans, je me suis dit que le fait de m'impliquer dans l'association était une bonne solution à l'inaction dans laquelle je me trouvais plongée tout d'un coup.*» L'association, qui regroupe actuellement 13 Ehpad de la région Midi-Pyrénées, a pour objectif principal de favoriser une parole libre des résidents en les faisant participer de façon

pleine et entière à son fonctionnement et aux temps forts qu'elle organise chaque année. Elle entend ainsi faciliter la création dans les établissements d'espaces d'expression où la parole des résidents a le même poids, la même valeur, le même pouvoir que celle des accompagnateurs, des directions. Dans ce but, l'association est organisée de façon pyramidale : des groupes mixtes, formés de résidents et de professionnels, tous volontaires, se réunissent et réfléchissent au niveau de chaque établissement, puis des rencontres trimestrielles inter-établissements ont lieu ; enfin, une assemblée générale annuelle réunit tout le monde. Mais la singularité de la structure est que chaque fonction du bureau est assurée par un binôme : un résident travaillant main dans la main avec un professionnel. C'est ainsi que Mme Barraud a été «co-secrétaire»

« Les résidents, incités à se familiariser avec la prise de parole, sont revalorisés parce qu'ils se savent écoutés et entendus. Après le colloque, ils deviennent souvent les porte-parole du groupe des résidents et sont en général des membres actifs au sein des conseils de la vie sociale. »

Nicole Escribano

durant plusieurs années. « Ça m'a donné envie de vivre, parce que du jour au lendemain, quand on entre dans un établissement, on se retrouve dans une sorte de cage. Nicole Escribano (précédente présidente de Lri et animatrice de l'Ehpad Les Jardins d'Émilie à Caussade) m'a ouvert les yeux : en devenant membre de Lri, je pouvais à nouveau me sentir utile. »

« UN BALCON SUR LE MONDE... »

Chaque année, le point d'orgue de la vie de l'association est le colloque qui se déroule durant quatre jours en juin, dans un lieu de villégiature. C'est le moment où l'on réfléchit au thème décidé en assemblée générale et où l'on fait des propositions. Mais comme le dépeint très joliment une autre résidente, c'est également « un balcon sur le monde et la nature humaine, un moment où l'on respire un parfum de liberté. » Josy Deloncle, animatrice au sein de l'Ehpad de Montech, près de Montauban, fait partie de celles qui s'impliquent tout au long de l'année pour que ces quatre jours irradiant la vie de l'association durant toute l'année. « En décembre, nous réfléchissons à des options de lieux possibles avec les résidents volontaires de la commission tourisme mise en place dans l'établissement. En janvier-février, nous commençons à discuter des thématiques que l'on aimerait aborder

lors du colloque : nous adressons nos propositions à tous les autres Ehpad. En mars, nous organisons une assemblée générale qui réunit les membres de toute la région pour adopter les décisions finales et en juin, nous nous retrouvons tous pour quatre journées extrêmement denses. » Mêlant les plaisirs de se retrouver dans un lieu de villégiature à celui de se sentir à nouveau pleinement citoyen, le colloque alterne moments sérieux et temps de relaxation ou de plaisirs « comme avant » : balades de bord de mer, repas festifs, soirées musicales où, comme le dit en souriant Josy Deloncle, « il n'est pas question de leur dire d'aller rejoindre leurs chambres, alors qu'en Ehpad, le coucher s'effectue bien souvent entre 19 et 21h ». D'année en année, des thèmes divers ont ainsi pu être abordés, sans tabou : « Rides et amour », pour évoquer la sexualité du grand-âge, « Citoyenneté », « Aller vers les autres / Bien-être », « Nouvelles technologies au service de la communication »... Si les quatre jours du colloque passent trop vite de l'avis des participants, ils influencent ensuite durablement la vie au sein des Ehpad, ainsi que le souligne Stéphanie Farbas, agent de service hospitalier à Montech : « Nous les voyons "autrement" que dans les maisons de retraite. Lors du colloque, nous avons avec eux des relations normales : on discute, on rit, on échange. Nous ne sommes pas juste des soignants. » Ces relations plus humaines perdurent, de retour à la vie quotidienne. De leur côté, les participants retrouvent « le droit de parler, de demander des choses pour améliorer notre vie dans les établissements... le droit d'exister, tout simplement ! » comme le résume l'un d'entre eux.



Rassembler pour décider ensemble

La mise en place de groupes rassemblant les professionnels et les personnes âgées au sein de chaque établissement, lors des rencontres inter-établissements et dans le fonctionnement associatif, constitue la pierre angulaire de l'action de Lri. Dans ce contexte, la parole se libère, des décisions sont prises en commun sur les thèmes, les lieux et les modalités des rencontres. C'est dans ces instances et lors de ces moments que les personnes ont aussi pu percevoir et vérifier que leur participation influence réellement les décisions prises.

Sortir des rôles convenus

La modification volontaire des rôles établis (aidants/aidés, soignants/soignés) permet de créer ou de vivre des situations plus égales entre usagers et professionnels. Différents moyens sont possibles pour y parvenir : jeux, théâtre, sorties communes... Ici, Lri a choisi de miser sur des séminaires en dehors de l'établissement pour favoriser la convivialité. Comme le souligne un agent hospitalier, « dans ces temps, nous ne sommes plus des soignants et avons des relations normales ».



AMÉLIORER LA VIE DES RÉSIDENTS, MAIS AUSSI DES PROFESSIONNELLS

Le colloque se conclut toujours par un temps de restitution collective permettant d'émettre des propositions d'amélioration de la vie en institution. « À partir de ces recommandations, nous réfléchissons à ce que nous pouvons modifier dans l'organisation de notre établissement, explique Nicole Escribano. Il y a trois ans, le thème était la gastronomie. Les personnes âgées ont insisté pour pouvoir déguster des produits du terroir et pour que le moment du repas reste un moment agréable, un acte social, de plaisir et non un temps de soins. Leurs réflexions ont été transmises aux personnels par le biais des conseils de vie sociale. Ces remarques nous ont amenés à réfléchir à des améliorations sur la qualité des temps des repas. Nous apportons un soin particulier à la décoration lors des fêtes et avons inscrit dans le projet d'animation des temps de repas festifs et gastronomiques. » Autre exemple ancien, mais très concret : l'un des premiers colloques avait mis en lumière le fait que les personnes à mobilité réduite ne pouvaient plus sortir des Ehpad. Depuis, les 13 établissements se sont dotés de minibus adaptés pour transporter des personnes en fauteuil.

Les résidents ne sont pas les seuls à bénéficier des conclusions apportées par les différents colloques. Les professionnels qui décident d'y participer accèdent à certaines formations, afin de mieux maîtriser les différents aspects de ces temps particuliers. « Avant le colloque, dès que les thèmes sont définis, j'anime des séances de formation avec les agents volontaires pour y participer, souligne Josy Deloncle. Nous étudions comment animer un groupe de discussion et les sujets qui vont être abordés. » Une manière très importante de donner plus de profondeur à son métier, ainsi que l'explique Stéphanie Farbas : « D'habitude, je suis plutôt réservée. Grâce à la formation donnée dans le cadre du Lri, je ressens que j'ai acquis des bagages que je n'avais pas auparavant. Ils me permettent d'aider les résidents à s'exprimer. De fait, j'ai l'impression que je leur suis plus utile. » Au total, ainsi que le résume Didier Passet, directeur de l'Ehpad de Montech, « Lri permet de casser le pouvoir de la blouse blanche et de rétablir un climat de confiance et de respect mutuel. Autant de choses qui avaient tendance à se dissoudre dans le quotidien. Pour nous comme pour les résidents, se confronter aux autres, c'est toujours monter d'un cran, parce que tout le monde a de bonnes idées. » ■



Améliorer les pratiques professionnelles

Dans ce projet, les professionnels évoquent une évolution « en douceur » de leurs pratiques et de leur capacité à mieux prendre en compte le point de vue des personnes âgées, reconnues en tant que citoyennes. Contrairement aux craintes parfois exprimées, leur participation ne constitue pas une perte de pouvoir ou de maîtrise mais au contraire un enrichissement de leurs pratiques professionnelles.

« PRENDRE CONSCIENCE D'UNE COMMUNE HUMANITÉ »

Chargée de mission à la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE) en Rhône-Alpes, Laurence Potié travaille en lien avec des personnes confrontées à la pauvreté et la précarité notamment sur les questions d'accès au droit, le décrochage scolaire, l'éducation afin de croiser leurs réflexions avec celles de professionnels dans des démarches de « connaître avec pour agir ensemble ». ¹



Aide emploi services, Codes du Cambrésis, Just kiff dancing : quelles réflexions vous inspirent ces trois expériences ?

Parler de participation est à la mode mais je peux vous assurer que mettre en œuvre une démarche participative, ça ne l'est pas du tout ! Je veux aussi souligner cette réalité : toutes les personnes ont des choses pertinentes et utiles à dire, pour peu qu'on aide les plus en difficulté à faire émerger leurs savoirs d'expérience.

Il me semble ensuite que les questions du respect des rythmes de chacun et du temps sont fondamentales. Pour intégrer une démarche participative, le premier pas est bien souvent très difficile à faire, il faut savoir accompagner les personnes à ce moment précis. Durant les premiers mois, le groupe se construit, les savoirs individuels et la réflexion commune prennent forme. Malheureusement, ce temps nécessaire au passage de la parole individuelle à la parole collective est rarement financé !

Au regard de votre expérience, quels sont les apports essentiels de ces actions ?

En tout premier lieu, le travail collectif. Le groupe génère une déculpabilisation indispensable : « je ne suis pas seul(e) à vivre ça. Je ne suis pas entièrement responsable de cette situation ! » C'est un soutien mutuel très important et une reprise de confiance en soi. En second lieu, je crois que ces initiatives amènent un changement de représentation réciproque qui est un puissant moteur d'évolution. C'est très net lorsque les chercheurs d'emploi de Redon, par exemple, disent qu'ils changent de regard sur les employeurs ; l'inverse est également vrai. Il y a là une prise de conscience d'une « commune humanité ».

Quelles seraient les conditions à mettre en place pour favoriser le développement de ces démarches ?

La formation des professionnels est indispensable. Il est important qu'ils se sentent à l'aise dans ce type de démarche, mais aussi autorisés à se lancer par leurs hiérarchies. Un travail comme celui-là signifie forcément se lancer dans l'inconnu, il peut bousculer l'institution. Est-elle prête à l'accepter ? Cela ne peut pas reposer sur les épaules d'une seule personne : ce serait trop lourd et générateur d'échec.

Enfin, les démarches participatives doivent pouvoir être à l'origine de changements visibles. Si des personnes en situation de précarité voient qu'elles se sont mobilisées longtemps pour rien, cela engendre une énorme frustration, parfois de la colère ou un repli sur soi. L'enjeu est de taille !

1. Voir références page 45



POUVOIR AGIR ET DÉCIDER

Fragilités personnelles, difficultés sociales et économiques, repli sur soi ou individualisme. Et pour certains, très grande précarité ou troubles psychiques... rien n'empêche pourtant d'intégrer des personnes en difficulté dans une dynamique collective. Tout est possible pourvu que l'action s'appuie sur des motivations profondes, qu'elle accepte une diversité de points de vue, de légitimités et que soit mis en place un fonctionnement permettant progressivement aux personnes de véritablement influencer les décisions. Pour rentrer dans cette dynamique constructive qui va au-delà de la simple adhésion à un projet, les personnes doivent avoir des « preuves » que cela vaut la peine de se mobiliser, que leur participation n'est pas un alibi.

Référents d'immeubles... et bien plus

PROJET

Mise en place de comités de résidents référents pour accompagner la réhabilitation d'un quartier sensible

TERRITOIRE

Quartier Le Vieillet, à Quincy-sous-Sénart (94)

PUBLIC

Les habitants du quartier

PORTEUR DE PROJET

Couleurs d'avenir
2 avenue Henri Duant
94350 Villiers-sur-Marne
www.couleursdavenir.com
association@couleurs-
davenir.com
Tél.: 01 49 30 95 87

Au sud-est de la banlieue parisienne, le quartier du Vieillet a longtemps vu de nombreuses difficultés sociales et économiques s'accumuler sur les épaules des habitants. À l'occasion d'une réhabilitation très attendue, ils redressent la tête avec l'aide d'une association, Couleurs d'avenir.

Toute souriante, élégante et chaleureuse, Liliane est fière d'évoquer son ancien métier de petite main chez un grand couturier. Un premier emploi suivi par de longues années passées dans le grand hyper marché local, lorsque son ancienne « maison » périclita. Elle réside au Vieillet, à Quincy-sous-Sénart, au sud-est de l'Île-de-France, depuis 1984 : *« Il n'y a pas si longtemps, il y avait des bandes ici. Les immeubles avaient deux entrées/sorties, c'était idéal pour les trafiquants... les policiers arrivaient toujours trop tard ! Et puis les immeubles étaient très dégradés – il y a eu une période où nous n'avions même plus de boîtes aux lettres. Les déchets encombraient les trottoirs... »* Son amie Rachida connaît le quartier depuis 40 ans et se souvient de cette période où *« tout le monde avait baissé les bras. Certains gamins étaient toujours dehors... il m'est arrivé d'en récupérer deux, de 4 et 5 ans, et de leur donner une douche puis un repas avant que leur famille ne vienne les chercher »*. Aussi, lorsque Osica, le nouveau bailleur social, reprend la gestion du quartier pour en faire un ensemble résidentiel, avec jeux pour enfants, espaces verts,

entrées sécurisées, boîtes aux lettres, système très amélioré de collecte des déchets, elles sont enchantées. Prêtes à accueillir Couleurs d'avenir, association spécialisée dans l'intervention au sein de quartiers sensibles : *« Au début, je les ai écoutés par curiosité, j'aime bien aller à la pêche aux informations »*, s'amuse Liliane.

Faire émerger des enjeux partagés

Dans des territoires où les habitants ont tendance à se replier et désertent les lieux collectifs, une mobilisation est possible en s'appuyant sur des questions concrètes qui les préoccupent. Ici, c'est d'abord le constat de la dégradation du cadre de vie et de l'environnement qui a constitué le ferment de l'engagement. Couleurs d'avenir a su progressivement écouter, faire émerger et reconnaître les attentes des habitants et les faire partager au bailleur. Cette étape est souvent essentielle pour la réussite de mobilisations collectives durables.



D'ABORD, RÉTABLIR LA CONFIANCE

Début 2009, Couleurs d'avenir commence en effet à intervenir au sein du quartier à la demande du bailleur : « *Notre mission est de renforcer la cohésion entre les différents acteurs sur un territoire*, confie Benoît Mangin, son directeur. *Au Vieillet, il n'y avait pas que les immeubles à reconstruire, il fallait accompagner la remise à neuf des bâtiments par un travail patient et régulier de reconstruction du lien social.* » La mission, cofinancée par Osica, la ville, le Conseil général, l'Acisé, la Caf et la Fondation de France, repose sur une idée toute simple : encourager certains habitants à devenir des relais efficaces au sein

« Nous devrions être avertis des difficultés passagères des familles, cela nous permettrait d'intervenir à temps. Lorsque les gens sont dans la détresse, ils se renferment sur eux-mêmes. Il faut savoir se mettre à leur place. »

Hebara

du quartier. Hebara parle et tout le monde l'écoute. Elle a le verbe haut et précis : « *La jeune Émilie, de l'association, a frappé à toutes les portes. Elle s'est présentée et nous a proposé de venir faire une première réunion, au bas de l'immeuble. Plusieurs personnes sont venues. Elle nous a d'abord posé beaucoup de questions*

sur les travaux qui venaient d'être entrepris : est-ce que nous étions contents ? Est-ce que tout fonctionnait bien ? Avions-nous des questions ?... » Une première rencontre qui permet avant toute chose d'établir une liste des attentes des habitants vis-à-vis de leur bailleur. « *Il fallait absolument commencer par établir la confiance*, souligne Benoît Mangin. *Nous avons donc effectué un pré-diagnostic identifiant les carences mais aussi les leviers d'action possibles. Puis nous avons convié les habitants à une réunion avec le bailleur. Là, nous avons apporté des réponses à toutes les questions*

qui avaient été soulevées. » À partir de cette première rencontre, et en s'appuyant sur les personnes les plus motivées, l'association poursuit son travail de conviction, à petits pas, lors de séances de porte-à-porte et de réunions informelles. « *Quand ils nous ont proposé de devenir résidents référents, franchement, j'ai hésité longuement*, confie Hebara. *Cela demande du temps et de la disponibilité.* »

ENSUITE, S'ORGANISER

Comme Hebara, Liliane et Rachida, ils sont une trentaine à accepter de se lancer dans cette expérience tout à fait nouvelle. Ensemble, ils représentent les habitants de tout le quartier, soit 19 cages d'escaliers. « *On essaie d'établir le dialogue entre les habitants et Osica*, résume simplement Hebara. *Nous avons un langage qui peut être compris des deux côtés.* » Voilà pour le début. Puis, au fil des semaines, ce rôle prend de l'importance : « *J'essaie toujours de régler les problèmes que l'on me confie par moi-même*, indique Rachida. *Par exemple, je prends du temps dans les familles pour expliquer à quoi correspondent les charges locatives.* » Bientôt, avec les conseils de Couleurs d'avenir, le groupe met en place une organisation suffisamment souple pour ne pas faire fuir les bonnes volontés et malgré tout raisonnablement solide, pour pouvoir travailler. « *Certains référents nous ont quittés, d'autres sont arrivés*, indique Liliane. *Et puis parfois, certains habitants sont très actifs, alors qu'ils n'ont jamais dit vouloir être référents. Ce n'est pas très grave. L'essentiel, c'est la motivation. Nous nous réunissons au minimum tous les trois mois avec le bailleur. Parfois plus souvent, cela dépend des projets en cours.* » Parmi ceux-ci, l'éducation à la propreté à l'intérieur des appartements, dans les cages d'escaliers et à l'extérieur des immeubles apparaît vite comme une priorité. Chacun garde en souvenir

Intégrer des motivations variées

Que l'idée initiale du projet ait été amenée par un professionnel ou par les personnes concernées, les groupes se cimentent et les actions se développent sur la base de motivations personnelles variées : frustration par rapport à une situation, confrontation à un problème non ou mal résolu, souhait de retrouver un certain pouvoir, de ne pas subir, d'inventer des réponses, de devenir force de proposition.



les – très – mauvais moments «d'avant». Ainsi, Rachida se souvient : «*Il m'était arrivé de devoir réveiller en pleine nuit des voisins parce que des jeunes avaient mis le feu aux poubelles. Désormais, il faut apprendre aux gens à descendre leurs déchets, triés, et à les mettre dans les bacs verts, jaunes ou blancs.*» Face à cet «historique» qui pèse lourd le groupe s'accorde sur plusieurs actions pour sensibiliser à la question du traitement des déchets. Interventions au pied des immeubles autour des panneaux confectionnés par Couleurs d'avenir, semaine portes ouvertes dans un appartement témoin (mis à la disposition de l'association durant toute une semaine de mai) et dans lequel les habitants viennent découvrir les gestes quotidiens liés aux économies d'énergie, à la sécurité, à la propreté et à l'entretien, atelier de confection de produits d'entretien peu onéreux grâce au savoir-faire d'une habitante à la fibre écologique.

BIENTÔT, IL LEUR FAUDRA POURSUIVRE SEULS

Porte-parole, médiateurs, facilitateurs... les référents sont un peu tout cela et aussi, en grande majorité, les «*mamans du quartier*», ainsi que s'amuse à le souligner Hebara, Rachida, Marie-Michelle, Hayat, Abibatou et Liliane, rejointes par assez peu de messieurs. En 2012, Couleurs d'avenir prolongera son accompagnement et ensuite, le groupe devra se prendre en

Prendre en compte des légitimités différentes

Ici à Quincy, différentes formes d'engagement et de légitimité cohabitent : celle des référents d'immeuble officiellement reconnus comme intermédiaire entre les habitants et le bailleur, celle des personnes qui se sentent concernées sans pourtant s'engager de manière formelle, celle des mamans, légitimes en tant qu'usagers du quartier. Dans ce projet, la légitimité est renégociée au fur et à mesure de l'avancement de l'action et de l'évolution des capacités d'engagement des personnes. Même si elle est moins forte que la légitimité élective, elle doit être reconnue et valorisée. Cette situation, même imparfaite, est préférable à celle de dispositifs dans lesquels il n'y a pas d'autre parole que celle de l'institution.

charge seul. Ce qui inquiète la plupart des référents. Hayat a son avis sur cette échéance : «*L'association, c'est un peu notre tuteur. Si on le coupe trop tôt, la plante tombe. Pour que cela ne nous arrive pas, il faudrait nous aider. Par exemple, que l'on soit mieux reconnu : on pourrait demander à faire inscrire nos noms sur les tableaux d'affichage des halls d'entrée?*» D'autres idées fusent de part et d'autre : «*Préparer une petite charte du référent résident? Apprendre à faire des comptes rendus systématiques après chaque réunion?*» Tous insistent sur la nécessité de continuer à bénéficier de relations de partenariat avec le bailleur, la ville et les associations actives sur le quartier. Mais cette inquiétude ne freine pas l'envie désormais ancrée de prendre en mains l'avenir du quartier : «*Je ne me suis pas donné de limite, confie Liliane. Notre quartier va vraiment mieux, ce n'est pas le moment de lâcher.*» ■



À l'écoute de la rue

Gérant un centre d'hébergement, un lieu d'accueil de jour et effectuant des maraudes, l'association Les Enfants du canal expérimente depuis deux ans l'embauche de travailleurs pairs. Ces personnes sorties de la rue depuis peu comprennent les besoins de celles et ceux qu'elle accueille.

PROJET

Accueil de personnes sans domicile par des travailleurs pairs

TERRITOIRE

Paris

PUBLIC

Personnes sans domicile fixe et personnes en cours de réinsertion

PORTEUR DE PROJET

Les Enfants du canal
61, rue Hallé 75014 Paris
Tél. : 01 43 21 72 42
www.lesenfantsducanal.fr
lesenfantsducanal@orange.fr

Durant l'hiver 2007, les Enfants de Don Quichotte replacent avec force la question du mal-logement au cœur du débat sociétal français en installant des personnes sans domicile dans des tentes, le long du canal Saint-Martin à Paris. « *Cet épisode a permis des rencontres régulières et nombreuses entre militants associatifs de tous bords et des personnes qui vivaient dans la rue* », explique Cédric Lautard, actuel coordinateur des Enfants du canal, association née de cette réflexion commune entre personnes bien logées, mal logées et sans-abri. « *Des personnes sans domicile fixe avec lesquelles nous avons travaillé sur les bords du canal avaient envie de continuer à réfléchir avec nous. Nous portions tous l'envie de proposer d'autres types d'accueil et d'hébergement. Il fallait que ces offres s'adaptent aux personnes vivant dans la rue et non l'inverse.* » En complément de

la construction d'un centre d'hébergement, les Enfants du canal ont l'ambition de développer des maraudes, un accueil de jour et d'orienter progressivement les personnes vers des dispositifs de droit commun. « *Nous avons alors regardé comment fonctionnait le système des "pairs aidants", notamment au Canada, dans des structures s'occupant de problèmes d'addictions ou de maladies psychiques* », indique Cédric Lautard. De cette réflexion naît le concept des « travailleurs pairs ».

« QUAND TU N'AS JAMAIS ÉTÉ À LA RUE, TU NE PEUX PAS SAVOIR ! »

Les travailleurs pairs qui intègrent bientôt Les Enfants du canal ont connu la rue, mais ils disposent d'un hébergement désormais stable et sont sur le chemin d'une réinsertion professionnelle. Ils sont salariés 26 heures par semaine



Pair aidant

D'origine canadienne et venant du secteur de la santé, la notion de pair aidant fait généralement référence à un soutien mutuel offert par des personnes ayant traversé des expériences de vie similaires et difficiles.



pour faciliter les premiers contacts avec tous ceux qui vivent encore dans la rue. «*Nous les embauchons 12 mois en contrat d'insertion. C'est un temps de "remobilisation". Cet emploi n'est pas professionnalisant, il est fait pour leur remettre le pied à l'étrier. Durant les 12 mois, ils acquièrent des connaissances sur lesquelles ils vont ensuite pouvoir s'appuyer. En contrepartie, nous faisons le pari que nous aurons grâce à eux une meilleure approche du travail social auprès des sans domicile fixe. À la différence d'un agent d'accueil "classique", un travailleur pair se trouve en effet dans une meilleure compréhension de ce que peuvent vivre les*

personnes accueillies: ils partagent une proximité liée à leurs vécus. Pour les sans-abri, cette réalité peut faciliter le début de la relation avec l'association: ils sont moins méfiants et ne se sentent pas obligés de justifier leurs demandes.»

Un beau matin de février, dans le XIV^e arrondissement de Paris, non loin de la place Denfert-Rochereau. C'est là que le Bus-abri, autobus aménagé pour être un accueil de jour s'est posé en 2009. Invitant à une circulation plus fluide que dans un immeuble (tout le monde entre et sort du bus en permanence), il est très chaleureux et facile d'accès. Symboliquement, c'est une sorte de passerelle entre la rue et un hébergement en «dur». De fait, il a déjà ses habitués. Des hommes, des femmes, très jeunes ou plus âgés, vivant à la rue, mais sachant qu'ici ils vont trouver un café chaud, des petits gâteaux, et puis surtout, de la paix et de l'écoute. Le bus a été décoré de telle sorte à ce que les gens passant sur le trottoir ne puissent pas voir ce qu'il se passe à l'intérieur. «*Quand on est à la rue, la première chose dont on souffre, c'est le manque d'intimité. Le bus-abri leur en offre*», explique Clément, travailleur social. Frédéric, Fodé et Willy, les travailleurs pairs sont là et remplissent leur rôle: ils accueillent, écoutent, proposent... et sont très attentifs à ce qu'ils disent. «*Ça m'a toujours monté au ciboulot les travailleurs sociaux qui me disaient "je comprends ce que vous ressentez"... Mais quand tu n'as jamais été à la rue, tu ne peux*

S'appuyer sur des médiateurs

L'expérience, l'expertise, la proximité et l'engagement des travailleurs pairs font évoluer les modes de contact avec les personnes vivant à la rue en prenant mieux en compte leurs réalités. Ils assurent une médiation progressive avec des dispositifs d'action sociale et de soins. Ces atouts doivent cependant être accompagnés par la formation, une définition claire des rôles, des temps de prise de recul et un travail collectif, car la qualité de l'action ne tient pas qu'à la bonne volonté des uns et des autres mais aussi largement à la qualité des processus de travail.

Partir d'un principe d'alliance

Les actions mises en place par les Enfants du canal reposent sur une volonté d'alliance entre personnes vivant à la rue, professionnels et membres de la société civile. La méthode employée découle de cet état d'esprit et d'un dialogue permanent organisé entre les différentes parties prenantes. Ainsi est-il possible de vérifier en permanence la justesse, l'appropriation par tous des projets et la production en commun de réponses plus adaptées, telle la charte d'accueil du bus.



pas savoir ! s'exclame Frédéric. Moi, maintenant, depuis que je travaille avec Les Enfants du canal, je fais très attention à ce que je dis. Par exemple, je ne pose jamais la question : "Comment ça va ?" Il suffit d'avoir un peu d'empathie : quand tu les vois entrer en grelottant, les yeux fatigués, tu leur demandes d'abord s'ils veulent un café... » Willy, lui, sait bien qu'il a été embauché pour son expérience : « Moi, au niveau rue, je suis bac + 20 ! » Ayant fait le choix, en effet, de vivre dans la rue dès 16 ans, il a tout connu. « C'est plus facile pour moi d'accueillir et de conseiller les gens qui viennent ici. Je connais tous les bons plans de Paris : là où tu peux laisser tes fringues au vestiaire pour prendre une douche, les concerts gratuits, etc. Mais attention ! Je ne me pose pas avec eux, je ne suis pas leur copain. Je maintiens une barrière, même si elle est

fragile, et j'apprends des choses. Et quand on s'est battu toute une journée pour réussir à mettre un mec au chaud le soir, on est content ! »

« TOUJOURS UNE LUEUR D'ESPOIR »

Il ne faut pas croire pour autant que cette proximité avec les personnes qu'ils accueillent ne pose jamais de difficultés aux travailleurs pairs. « Ici, notre boulot, c'est de recevoir, explique Frédéric. Les gens se "déchargent" sur nous. Alors j'essaie de garder du recul. Je pense ainsi être plus efficace. » Entre soutien à ceux qui viennent épuisés trouver un peu de réconfort et le retour pour eux à une vie salariée, stable, le chemin est très étroit pour Frédéric, Willy, Fodé et leurs pairs. L'association Les Enfants du canal en est tout à fait consciente : elle ne les laisse pas se





débrouiller seuls. Il y a deux ans, une Charte présentant les règles de vie à l'intérieur du bus a été écrite en commun par ceux « de l'époque » : travailleurs pairs, personnes accueillies et travailleurs sociaux. À la différence d'un règlement, elle ne commence par l'énoncé des devoirs, mais par celui des valeurs en vigueur dans le bus : la non-violence, le respect, l'hygiène, l'acceptation des animaux de compagnie. Cédric Lautard espère bien la réactualiser avec un nouveau groupe mixte au cours de l'année 2012. Au-delà, l'organisation des Enfants du canal repose sur un accompagnement précis et progressif des travailleurs pairs. Tout au long de l'année, le mercredi matin est ainsi réservé

à des modules de formation effectués par l'un des trois travailleurs sociaux, ou par des structures partenaires. Les travailleurs pairs participent ainsi à des séances sur les premiers secours, sur l'hygiène alimentaire, sur l'utilisation du groupe électrogène, sur les techniques de maraude ou sur la prise en compte de l'animal de compagnie. En complément, Laurence, chargée d'insertion professionnelle, les aide à se stabiliser et à élaborer leur projet de vie en leur apportant un soutien dans les domaines du logement, de la santé, de l'emploi et de la gestion de leurs budgets. « *Eux se chargent de l'accueil des personnes, souligne Cédric Lautard. Et nous, nous sommes là pour modeler leurs acquis et leur permettre d'entrer dans une relation plus professionnelle. Nous sommes les uns et les autres dans un système d'ajustements et d'améliorations permanents. Après quelque temps d'accueil strict, nous demandons aux travailleurs pairs qu'ils accompagnent à leur tour les personnes sans-abri dans leurs rendez-vous avec les travailleurs sociaux ou, par exemple, dans certains parcours de soins. Leurs avis et leurs appuis sont alors très importants.* »

Grâce à cet accompagnement rigoureux, Mohamed, travailleur pair au cours de l'année 2011, a trouvé un emploi en CDI comme agent d'accueil dans un centre d'hébergement. « *Et j'ai retrouvé un studio dans lequel je pourrai recevoir ma fille. Les Enfants du canal, même si c'était difficile au début – j'ai dû faire des efforts pour la ponctualité – c'est magique ! Chacun donne un petit coup d'huile et ça fait avancer tout le monde. Ce n'est pas de l'assistanat !* » Une conclusion partagée par Kader, l'un de ses anciens collègues : « *Il y a des effets miroirs, des similitudes. Certaines personnes me rappelaient moi. Cela me donnait des forces pour rester dans ce travail et pour leur expliquer comment je m'en étais sorti.* » ■



« S'ils ont envie de parler, cela se voit dans leurs yeux, tu le lis avec ton cœur. Et je fais attention à ne pas leur poser de questions blessantes, mais plutôt à leur proposer des solutions. Par exemple, il y a deux semaines, une personne est arrivée : elle sentait mauvais. Je lui ai demandé : "tu ne peux pas avoir de casier une nuit au centre d'hébergement ?" Il a compris et m'a dit qu'il fallait qu'il aille prendre une douche. »

Fodé



Troubles psychiques : un clubhouse pour s'entraider

PROJET

Création d'un clubhouse et constitution d'un premier groupe de membres

TERRITOIRE

Paris

PUBLIC

Personnes souffrant de troubles psychiatriques en voie de rétablissement

PORTEUR DE PROJET

Clubhouse
80 quai de Jemmapes
75010 Paris
Tél.: 01 42 41 91 69
paris@clubhousefrance.org
www.clubhousefrance.org

Lorsque les personnes atteintes de troubles psychiques sortent d'hospitalisation, elles se retrouvent « dehors », souvent seules. Sur un modèle nord-américain ayant fait ses preuves, l'association Clubhouse France vient d'ouvrir le premier clubhouse français : un lieu convivial dont elles deviennent progressivement les principales animatrices.

« Selon l'Organisation mondiale de la santé, cinq des dix maladies les plus préoccupantes du XXI^e siècle sont des maladies psychiques », énonce Céline Aimetti, déléguée générale de l'association Clubhouse France. Le constat, sévère, retentit d'autant plus fort dans un pays comme la France, qu'il existe encore de nombreux vides dans la prise en charge des malades. « Entre le moment où les personnes atteintes de troubles psychiatriques sortent de séjours de soins à l'hôpital et celui où elles parviennent à se réinsérer dans la vie sociale et professionnelle, il y a un "maillon manquant", poursuit-elle. C'est illogique : au sortir

de l'hôpital, les personnes ont besoin d'un endroit où consolider tout ce qui n'est pas médical. » En 2008-2009, un groupe de parents représentants de l'Union nationale des amis et familles de personnes malades et handicapées psychiques (Unafam) réfléchit à cette question avec des professionnels du soin. L'un d'entre eux est amené à découvrir le système des clubhouses aux États-Unis. Une rencontre avec l'une des responsables de l'équipe de Fountain House à New-York, la première structure de ce type créée dans le monde, parvient à convaincre. Céline Aimetti est appelée en renfort pour créer l'association Clubhouse France qui réussit ce tour



Renforcer le pouvoir d'agir et de décider

Pour renforcer le pouvoir d'action et de décision de personnes qui pensent en être dépourvues, une organisation à la fois précise et souple doit être mise en place. Elle donne aux membres la possibilité de s'investir en fonction de leurs contraintes personnelles ou de leur état de santé. Dans l'exemple présenté, la réunion journalière est un repère important qui permet une répartition adaptée à chacun des activités quotidiennes et une tolérance aux fluctuations vécues par les personnes.

de force d'ouvrir en novembre 2011, le premier clubhouse sur le territoire français.

S'IMPLIQUER PROGRESSIVEMENT

«L'histoire de Fountain House est très symbolique, explique Céline. En 1948, des malades sortis de l'hôpital se retrouvent spontanément devant leur ancien établissement pour maintenir les liens d'amitié qu'ils y ont créés. Une voisine, observant ces rassemblements, leur propose de les accueillir dans sa maison. Le premier clubhouse est né. Il en existe aujourd'hui dans une trentaine de pays dont la Chine ou l'Ouganda.» Dans le droit fil de cette histoire fondatrice, la structure et les activités de chaque clubhouse sont régies par un impératif : accueillir et accompagner dans une atmosphère chaleureuse les personnes

atteintes de troubles psychiques lourds. Le but final étant qu'elles puissent se ressourcer et poser les premières pierres d'une réinsertion dans le monde du travail. Pour y parvenir, elles sont progressivement incitées à prendre des responsabilités au sein du clubhouse.

Neuf heures du matin, la journée démarre au tout nouveau clubhouse du quai de Jemmapes, à Paris. Tout d'abord, on se salue et on discute autour de la machine à café. Puis à dix heures, les membres se réunissent avec Claire, directrice du clubhouse et Maëlle, chargée de mission. La journée commence par la liste des tâches à remplir : chacun est libre de s'y inscrire en fonction de ce qu'il se sent capable de prendre en charge. Il faut

s'occuper des courses et de la cuisine pour le repas pris en commun le midi, ou participer aux tâches administratives et aux projets collectifs, comme la réalisation d'une lettre d'informations sur internet ou la mise en place d'activités de loisir. Claire et Maëlle veillent à ce que chacun trouve sa place, selon sa pathologie et les difficultés qu'il rencontre. Allison est rapidement devenue l'un des piliers du clubhouse. «J'habitais aux États-Unis, confie-t-elle. J'étais mariée, j'avais un travail d'assistante sociale. À la suite de mon divorce, j'ai fait une dépression sévère. J'ai perdu mon emploi, pris de la drogue, de l'alcool. Je me soigne et suis suivie par un médecin, mais j'étais très isolée. Je viens ici et m'investis dans l'espoir de retrouver un travail, avec la satisfaction de pouvoir aider les autres. Avec les nouveaux, je fais très attention, j'essaie d'être patiente.» En quelques semaines, Allison est en effet devenue responsable de l'accueil du clubhouse : relations téléphoniques, mais aussi accueil des nouveaux membres et suivi de leur intégration. Pour Jean-Jacques, c'est un peu différent : souffrant d'un trouble psychique, mais rétabli depuis huit ans, il est arrivé au clubhouse pour y prendre tout de suite des fonctions de décision au sein de l'association. «J'ai accepté de prendre en charge le rôle de secrétaire général, alors que mes journées sont déjà bien remplies par un travail au sein d'une institution de retraite. Mais lorsque Céline m'a proposé de venir passer du temps ici en tant que bénévole, j'ai accepté en raison de l'intérêt de la démarche. Quand on souffre de troubles psychiques, les professionnels ne nous parlent que du projet médical. Sur les forums, les gens placent leurs espoirs dans les médicaments. Ici, entre nous, on n'évoque jamais nos maladies. Ou presque. Il n'y a pas de médicaments pour lutter contre le chômage ou la solitude.» Quant à Timothée, jeune homme très réservé souffrant

Permettre la progressivité des engagements

Faire en sorte que chacun puisse s'engager de manière souple et adaptée est une condition fondamentale pour intégrer des personnes vulnérables dans des projets sans que cela ne soit vécu comme une nouvelle mise à l'épreuve. Au clubhouse, grâce à la proximité et la solidarité dans le groupe, il est possible de passer du statut de participant ponctuel à une prise de responsabilité sur le fonctionnement, une activité, voire de participer aux instances décisionnelles de l'association. Des processus de ce type contribuent à redonner un pouvoir sur leur vie à des personnes diminuées par la maladie ou les difficultés.



de troubles bipolaires (une pathologie qui épuise les malades, les faisant passer d'états très dynamiques à des moments de profonds abattements), il est parvenu en quelques semaines à sortir de son repli sur lui pour devenir l'un des rédacteurs en chef de la newsletter. «*Je poursuivais des études de traduction et j'ai fait une grande dépression qui m'a conduite à l'hôpital. Ici, on est dans quelque chose d'autre, c'est difficile à définir... nous sommes un petit groupe de personnes très solidaires qui se soutient et travaille ensemble.*» Grâce à cette attention permanente des uns envers les autres, même William, souffrant de schizophrénie aigüe, participe désormais à la préparation des repas ou à l'organisation de la bibliothèque, accessible à tous.

L'OBJECTIF À TERME : L'AUTONOMIE GRÂCE À L'EMPLOI

«*En seulement quelques mois de fonctionnement, nous avons déjà constaté de grands changements,*

confie Céline. Beaucoup de nos membres nous disent désormais qu'ils sont heureux de se lever le matin pour venir ici, certains ont même commencé à se voir en dehors ! Et puis, ce qui est très encourageant, c'est que plusieurs d'entre eux avaient fait le deuil d'une insertion professionnelle future. Ils ne se sentaient plus capables de travailler "comme les autres". Or ici, ils retrouvent cette notion d'utilité qui leur permet de se projeter à nouveau vers un avenir, notamment professionnel.» Au club-house, le but recherché pour tous et par tous est en effet l'autonomie pleine et entière, grâce au retour vers le monde du travail. «*Ce n'est objectivement pas évident, explique Jean-Jacques. C'est la raison pour laquelle nous sommes allés à la rencontre des responsables ressources humaines de quelques grandes entreprises sensibilisées à cette question. Si elles embauchent des membres du club-house, nous nous engageons auprès d'elles à accompagner les personnes pour éviter tout problème. Tout notre travail consiste à établir avec elles une relation de confiance fondée sur le sérieux de notre accompagnement.*» En quelques semaines, huit entreprises ont ainsi accepté de tenter cette expérience, convaincues qu'elles pourront trouver au clubhouse de futurs collaborateurs. Mais les animateurs font très attention à ne pas brûler les étapes pour ne pas mettre leurs membres en difficulté. «*C'est peut-être la principale difficulté que nous rencontrons, confie Céline. Certains membres, deviennent très impatients et veulent "tout, tout de suite". Nous devons aussi leur expliquer la patience et leur faire comprendre la nécessité de ne pas brûler les étapes sur le chemin du rétablissement.*» Un cheminement bien compris – et ressenti – par Allison : «*Grâce au travail que je fais ici, je sens que mes difficultés de concentration diminuent, reconnaît-elle. Je reprends goût à la vie.*» ■



«*Au début, lorsque Céline m'a proposé de m'occuper de l'accueil téléphonique et de celui des nouveaux arrivants, j'éprouvais des difficultés de concentration. Cela me déprimait. Et puis, ça s'est amélioré de jour en jour. Aujourd'hui, j'ai bon espoir de retrouver un emploi qui m'intéresse.*»

Allison

« LA QUESTION DE LA FORMATION EST ESSENTIELLE »

Psychologue, coordinatrice du Psycom 75, un syndicat rassemblant quatre hôpitaux parisiens et l'Association de santé mentale du 13^e arrondissement, Aude Caria est également responsable de la Maison des usagers au Centre hospitalier Sainte-Anne.



Quelles sont vos réactions à la lecture des trois expériences ci-dessus ?

À mon sens, elles posent bien la question de la pérennité des actions entreprises et des mesures d'empowerment¹ menées auprès des personnes qui bénéficient de ces initiatives. Dans ce type de projets, il est très important de faire attention à ne pas susciter trop d'espoir avec des dispositifs qui ne seraient pas durables. Dans l'exemple de Couleurs d'avenir, les référentes expriment leur crainte de devoir continuer sans l'association. Je ne crois pas au fait que les gens puissent s'auto-déterminer sans qu'ils aient à un moment une réelle reconnaissance officielle ou pécuniaire. Je pense que ces projets révèlent aussi la question de la formation des professionnels. Dans l'exemple des Enfants du canal, les travailleurs pairs peuvent contribuer à former les travailleurs sociaux. Pas de façon extrêmement formalisée, mais malgré tout en mettant les professionnels eux aussi en situation d'apprenants.

En 2002 est parue une loi relative aux droits des malades. Quelles avancées majeures a-t-elle permis de réaliser ?

La loi a bouleversé l'accès à l'information pour les personnes malades. Elle a institué une place pour les patients et leurs représentants au sein des établissements de santé, en tant que citoyens. Elle a permis un rééquilibrage des relations uniquement «verticales» qui pré-existaient entre les soignants et les soignés. Ces derniers se sont regroupés au sein d'associations et peuvent désormais être entendus à l'intérieur des centres hospitaliers. Ce mouvement a permis de révéler de façon éclatante les grandes inégalités, sociales et territoriales, qui existent dans le domaine de la santé. Il y a eu une prise de conscience des professionnels qui se sont posés la question «comment atteindre les publics les plus vulnérables pour éviter l'exclusion ?»

Quelles sont, selon vous, les conditions les plus importantes pour permettre une association réelle des personnes fragilisées ?

Je pense que la question de la formation des professionnels est essentielle. Beaucoup d'entre eux ignorent encore que les patients ont droit d'accéder directement à leur dossier médical par exemple. À Sainte-Anne, nous avons mis en place une équipe de formateurs qui intervient dans les services avec des modules courts de sensibilisation sur les droits des usagers s'appuyant sur des cas concrets. Mais il y a la même méconnaissance de leurs droits du côté des malades. L'enjeu pour les années à venir, c'est le développement de ce que l'on appelle la santé communautaire, c'est-à-dire des actions de santé co-élaborées avec les habitants. C'est encore balbutiant dans notre pays.

1. Empowerment : terme anglais signifiant à la fois autonomie et responsabilisation.



DES OUTILS ET DES MÉTHODES POUR S'ENGAGER

Il ne suffit pas de vouloir faire participer, il faut aussi s'appuyer sur une posture spécifique, des éléments de méthode et faire vivre le projet dans le temps. En banlieue parisienne, dans un petit village de Bretagne ou au-delà des océans au Chili, les acteurs ont réussi le pari de la participation en suivant quelques principes d'action. On peut notamment repérer la construction progressive d'un cadre de travail à la fois souple et rigoureux, des modes d'animation et de formation adaptés, un pilotage de qualité alliant rigueur, médiation et conviction. Mais cela passe aussi par une capacité à renouveler l'énergie collective et à mobiliser l'environnement. Sans constituer des recettes qui prétendraient marcher à tous les coups, ces pistes dessinent un ensemble de savoir-faire qui peuvent s'acquérir et se développer.

La santé, l'affaire de tous

PROJET

Mise en place d'un Comité d'habitants usagers citoyens au sein d'un centre de santé communautaire à Saint-Denis

TERRITOIRE

Quartier des Francs-Moisins / Bel-Air (93)

PUBLIC

Les habitants volontaires

PORTEUR DE PROJET

Association communautaire santé bien-être
17, rue de Lorraine
93200 Saint-Denis
Tél. : 01 48 09 09 15
contact@acsbe.asso.fr
<http://acsbe.asso.fr>

Au cœur d'une cité de la Seine-Saint-Denis, des habitants prennent progressivement leur place au sein d'un comité chargé de co-animer, à terme, un centre de santé. Une construction faite de petits pas, de reconnaissance réciproque et de beaucoup de chaleur humaine.

Quartier des Francs-Moisins / Bel-Air à Saint-Denis (93). Classé Zone urbaine sensible, il cumule un grand nombre de difficultés économiques et sociales depuis des années. Parmi les 10 000 habitants qui vivent ici, près d'un quart des adultes en âge de travailler sont au chômage et la moitié des plus de 15 ans ne possèdent pas de qualification professionnelle. Pourtant, ce midi de novembre, au milieu des barres d'immeubles sous un ciel bas et gris, l'heure est à la fête, aux repas partagés sous une grande tente, aux sourires et aux bises tous azimuts. C'est que l'on inaugure la Place Santé, le tout nouveau centre de santé associatif du quartier, un projet conçu et porté à bout de bras par l'Association communautaire santé bien-être (Acsbe). De très nombreux habitants sont là, hommes, femmes et enfants, beaucoup d'élus et la quasi-totalité des professionnels de santé qui ont mené à bien ce projet. La Place Santé est en effet le point d'orgue de plusieurs années de réflexion menée par l'Acsbe avec les habitants, médecins et travailleurs sociaux.

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS D'ACCÈS À LA SANTÉ

«J'ai commencé à travailler pour l'association en 2002, se souvient Hélène Zeitoun, directrice. Je m'étais auparavant investie en tant que bénévole et usagère à Évry au sein d'un centre de santé communautaire, un lieu géré avec la participation active des habitants du quartier. Lorsque je suis arrivée aux Francs-Moisins, j'ai proposé d'inviter les usagers de l'association pour des cafés-goûters afin de discuter de leurs besoins dans le domaine de la santé.»

Une vingtaine de personnes viennent: 90 % de femmes et 10 % d'hommes... puis ceux-ci les désertent. Il faut dire que dans ce quartier où bon nombre de femmes passent leurs journées à s'occuper des enfants et des tâches de la vie quotidienne, ces moments d'échanges chaleureux sur des questions qui les touchent de près représentent des instants de tranquillité et de convivialité très appréciés. «Je travaillais avant à Noisy-le-Grand, confie Sandrine, une des participantes. Toutes mes connaissances étaient là-bas. La cité, j'y habitais, mais j'y dormais. C'est tout. Ce n'était pas mon lieu de vie. Lorsque j'ai eu des soucis de santé importants et que j'ai dû arrêter de travailler, je me suis retrouvée seule entre mes



Formalisés dans une charte pour la promotion de la santé signée à Ottawa en 1986, les principes de santé communautaire visent à lutter contre les inégalités d'accès à santé. Partant du constat que sur un territoire, les acteurs de santé sont multiples, la santé communautaire prône la cogestion des structures de santé de proximité et incluent les professionnels, les élus et les habitants.



quatre murs, avec mon bébé. Les adultes me manquaient.» Au cours de ces échanges réguliers entre professionnels et habitants naissent progressivement les multiples activités proposées aujourd'hui par l'association: un repas convivial entre femmes et médecins permettant d'aborder différents thèmes de santé; un atelier autour de la beauté; un atelier cuisine diététique; un groupe de marche pour avoir une activité physique et se promener ensemble en dehors de la cité; des ateliers de formation aux démarches administratives; des petits-déjeuners hebdomadaires pour suivre les actions développées par l'association et lancer de nouvelles propositions...

«AU DÉBUT, JE N'Y CROYAIS PAS...»

Mais au bout de plusieurs années, la dynamique s'essouffle. «*Nous avons organisé un séminaire en invitant les associations impliquées dans le projet*, raconte Héléne Zeitoun. *Nous avons constaté que l'équipe s'était un peu institutionnalisée et que les habitants attendaient que l'on vienne les chercher...* Bref, il fallait revoir le projet, d'autant que beaucoup de nos soignants s'apprêtaient à partir à la retraite.» Courant 2008, une réflexion est lancée et l'idée d'ouvrir un centre de santé émerge. Il devra être accessible à tous et faciliter l'installation de nouveaux professionnels à qui les «anciens» pourront transmettre leurs compétences et leur connaissance du quartier et de ses habitants. Ce sera la Place Santé, située au cœur du quartier: un lieu où venir s'informer, rencontrer des médiatrices de santé, obtenir des rendez-vous avec des médecins généralistes et des spécialistes. Mais il n'est pas question de concevoir ce lieu sans les habitants. «*Nous avons décidé de créer le Comité des Habitants usagers et citoyens (CHUC) au même moment*, souligne Héléne Zeitoun. *Nous souhaitons qu'il participe aux échanges sur le cahier des charges transmis à l'architecte chargé de transformer le local qui venait d'être mis à notre disposition par la communauté d'agglomération, Plaine Commune.* » Petit à petit, Halima, Sandrine, Maria, Soued, Zahra et leurs amies trouvent leurs places dans ces réunions. «*Au début, je n'y croyais pas et puis, lorsque j'ai vu que l'on nous demandait notre avis sur tout, on n'a plus hésité!*», s'amuse Sandrine. Zahra ajoute pêle-mêle: «*on a parlé des médecins dont on*



« J'ai appris beaucoup de choses. Ça a changé ma vie. Même les jeunes du quartier me respectent parce qu'ils savent que je suis là. Lors d'une réunion, j'ai proposé qu'un dentiste et un kiné puissent intervenir régulièrement à la Place Santé. Je sais qu'un cabinet de dentiste, c'est cher, mais avec le temps, nous y arriverons peut-être...»

Zahra



Renouveler l'énergie

Les démarches de participation sont fondées sur une énergie collective qui nécessite d'être régulièrement réactivée par de nouveaux objectifs. C'est le rôle des moments clés, comme la fête qui ouvre le reportage, de ponctuer le travail, de scander la progression et aussi de manifester les résultats de l'action avant qu'elle n'évolue. La présence d'élus et de partenaires institutionnels est également importante pour marquer «de l'extérieur» la reconnaissance du travail réalisé, l'implication apportée.

avait besoin, des enfants qui avait des problèmes de surpoids, de l'entraide pour ceux qui ont des enfants handicapés et puis de l'aménagement de la salle d'accueil.» De son côté, Maria remarque modestement : «J'ai été bien accueillie. Quand on fait des démarches à la Sécurité sociale ou à l'hôpital et que l'on se fait rejeter de partout parce qu'on n'a pas les bons papiers, ou pas l'argent... ce n'est pas facile de parler. Là, il y avait de la considération.» Autant dire que le jour de l'inauguration des locaux, c'était «leur» jour.

« NOUS, ON TRAVAILLE POUR LA SANTÉ. C'EST TOUT »

Quelques semaines plus tard, l'heure est à la fois au bilan de la fête – excellent – et aux projets pour les mois à venir. Avec toujours une même préoccupation : coller aux besoins des habitants du quartier. Zahia, l'une des médiatrices de santé, relance la question de l'obésité des enfants : « 30 % des enfants qui passent la porte de la Place Santé sont en surpoids. » Zahra la reprend

pour élargir ce thème : « il faudrait maintenant encourager les jeunes à venir ici. Ils ont eux aussi des problèmes de santé et malheureusement beaucoup de parents ne veulent pas qu'ils viennent. Ils leur disent : Éloignez-vous de là-bas ! Il faut qu'on leur explique que nous, on travaille pour la santé, c'est tout. » Au-delà de ces questions s'ajoutent en effet toutes celles qui font encore l'objet de tabous : les addictions à la drogue ou à l'alcool et puis, bien sûr, la sexualité. Trois ans après avoir lancé le CHUC, elles sont désormais habituées à travailler ensemble. Aussi, une idée se transforme vite en proposition d'action. Et Zahra suggère : « nous pourrions organiser un goûter un après-midi et inviter les jeunes du quartier pour leur expliquer ce que l'on fait et discuter avec eux et Didier, le médecin généraliste "historique". Qu'en pensez-vous ? » Elles acquiescent toutes et s'accordent sur la prochaine date de réunion. Le CHUC fait désormais partie intégrante de leur vie. ■



Combiner rencontres informelles et lieux de décisions structurés

Mettre en place des rencontres et échanges réguliers, privilégier la convivialité et permettre que les préoccupations des uns et des autres émergent progressivement, quand «c'est mûr». C'est sur la base de ces temps de concertation que des instances plus formelles peuvent être structurées. Dans cet exemple, l'association officialise la construction du centre de santé grâce à un travail déjà ancien et des actions nombreuses qui ont permis de se connaître, d'agir ensemble, de vérifier qu'on est considéré.



Renaissance d'un village autour de son école

PROJET

Rénovation de l'école de Trébédan

TERRITOIRE

Trébédan dans les Côtes d'Armor

PUBLIC

Les habitants du village de Trébédan

PORTEUR DE PROJET

Le groupe de Nouveaux commanditaires
Mairie de Trébédan
Le Bourg - 22980 Trébédan
tél : 08 99 78 95 87
mairie.trebedan@wanadoo.fr

Près de Dinan, en pleine lande bretonne, le petit village de Trébédan tente de revivre après la fermeture de l'exploitation des carrières de granit qui faisait vivre de nombreuses familles. L'école, l'un des derniers lieux de rassemblement, bénéficie d'une rénovation conçue avec une designer de renommée internationale : Matali Crasset. Une réhabilitation rendue possible grâce à la mobilisation des enseignantes, d'un groupe de parents, de quelques élus et de l'action Nouveaux commanditaires de la Fondation de France.

« Notre école comprend trois classes pour environ 70 élèves, de la maternelle jusqu'à la fin du primaire, décrit Catherine, ancienne parent d'élèves. Elle est vraiment très vétuste. » Mais les bâtiments ne sont pas les seuls à avoir subi une certaine désaffection. « Lorsque je suis arrivée avec Valérie, une collègue, il y a un peu plus de dix ans, nous avons ressenti un désintérêt des adultes », se souvient Nolwenn Guillou, la directrice. Les deux institutrices constatent les mêmes difficultés et en partagent bientôt les analyses : « Les élèves manquaient de confiance en eux,

leurs besoins spécifiques n'étaient pas toujours pris en compte, certains éprouvaient des difficultés d'apprentissage. Quant aux familles, elles avaient une image négative du milieu scolaire : il fallait inverser ces tendances, recréer une identité à cette école et redonner un sentiment de fierté. » Pour y parvenir, elles entraînent la troisième enseignante de l'école et entreprennent de nombreuses initiatives en conviant les parents et les habitants. Dans l'école, tout le monde se retrouve alors pour déguster la galette des rois ou pour regarder des films dans le cadre d'une semaine du cinéma. D'une année



La démarche Nouveaux commanditaires

Développée par la Fondation de France, cette démarche accorde une place centrale à un médiateur dont le rôle est de garantir la qualité de la relation entre un groupe de personnes, qui vont devenir des commanditaires, et un artiste.

sur l'autre, l'envie d'œuvrer en commun, tout en insufflant un nouveau dynamisme dans le village ne les quitte plus. Une nouvelle étape est franchie lors de la rencontre avec un paysagiste du Caue 22 (Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement des Côtes d'Armor) qui, entre autres missions, assure un rôle de veille territoriale et culturelle. «*Nous avons repéré ce village éloigné de tout, qui n'avait pas accès à l'art et n'arrivait pas à trouver de crédits pour rénover son école*» souligne Didier Pidoux, paysagiste du Caue 22.

« NOUS N'OSIONS PAS DEMANDER UN CHANTIER AUSSI IMPORTANT »

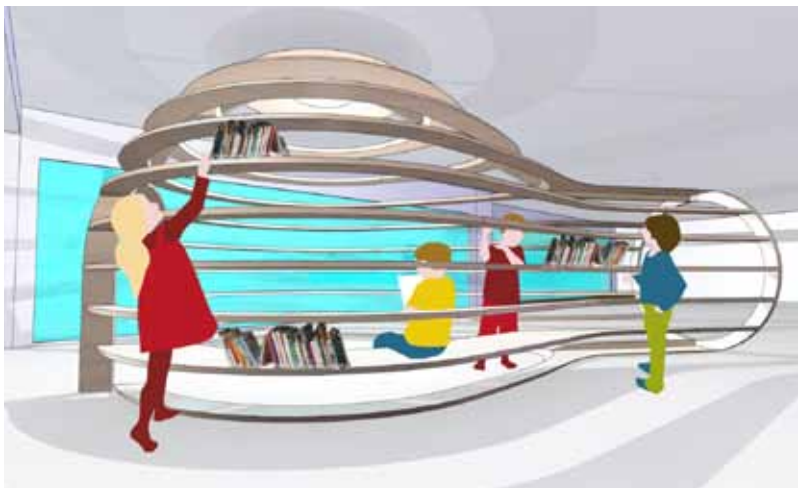
Depuis plusieurs années, le Caue 22 travaille avec l'action Nouveaux commanditaires de la

Fondation de France qui permet à des citoyens de s'associer à des artistes contemporains en leur passant commande d'une œuvre. Il repose sur la rencontre entre un groupe de personnes, un artiste et un médiateur culturel qui accompagne tout le projet. En Bretagne, Anastassia Makridou-Bretonneau, de l'association Eternal Network, porte ce programme. «*Pour s'engager dans un projet Nouveaux commanditaires, il faut pouvoir mesurer le désir des habitants, discuter et rediscuter avec eux afin de bien le comprendre. Nous venons à Trébédan depuis 2006 pour rencontrer les habitants. Nous avons logé chez eux, passé du temps dans les classes, participé à des réunions pour gagner leur confiance et dessiner les grandes lignes du projet.*» Une douzaine de personnes



Créer des conditions propices

Comme on le voit dans la démarche menée ici, les horaires proposés, le temps et le rythme des rencontres, la convivialité... sont des ingrédients qui ont été pensés en fonction des contraintes et des capacités de mobilisation des personnes concernées. Créer les conditions favorables à la participation suppose ainsi de veiller à mettre en place des modalités de formation adaptées (jeu de rôles, visite d'expériences, approche concrète), de veiller à utiliser un langage qui ne soit pas excluant, de multiplier les supports (vidéos, photos, dessins), de prendre en compte les problèmes concrets des personnes (mobilité, garde d'enfants, traduction, frais engagés, etc.).



Construire les enjeux collectifs dans le temps

La création d'une capacité de travail collectif ne naît pas en un jour, comme le montre le lent cheminement de l'opération, des temps conviviaux au sein de l'école à la commande réalisée auprès de l'artiste. Grâce à l'organisation de nombreux allers et retours entre les habitants, les élèves, les enseignants, la médiatrice et l'artiste, les participants ont pu vivre et s'approprier un vrai projet collectif, porteur des nombreuses concertations qui lui ont donné son visage final.



« Pour s'engager dans un projet comme celui de l'école de Trébédan, il faut la rencontre de deux désirs forts. Ceux des commanditaires et celui de l'artiste. Ensuite, ce n'est pas une science exacte ! Le médiateur accompagne autant qu'il le peut le processus de création. Nous les avons amenés à établir les priorités. »

Anastassia Makridou-Bretonneau

ont alors décidé de constituer un groupe de commanditaires : des institutrices, des parents d'élèves, le maire, l'ancien élu, le président du Club de retraités de l'Amitié et un ancien élève de l'école. Pour accompagner leurs réflexions, Anastassia Makridou-Bretonneau et le Caue 22 organisent des visites d'œuvres déjà réalisées en Bretagne. Pendant deux ans, ils se retrouvent tous les mois pour avancer sur la définition du projet lors de réunions le soir autour de délicieuses crêpes, Bretagne oblige. Si tout le monde s'accorde à rechercher un projet qui puisse rassembler toutes les générations, différentes pistes sont envisagées. C'est en avril 2008 que la médiatrice propose de travailler avec Matali Crasset, designer de renommée internationale. Ses couleurs, ses objets flexibles et modulables séduisent tout de suite et les premières rencontres sont organisées : « Ça s'est tout de suite bien passé, insiste Laurence, une

maman commanditaire. Certaines de ses œuvres nous plaisaient beaucoup. De plus, elle s'est mise tout de suite à notre niveau. On lui a fait totalement confiance. » Le déclic sur l'objet de la commande arrive finalement en réponse à une question faussement innocente, posée par la médiatrice : « Vous souhaitez que les liens créés entre vous tous perdurent : avez-vous réfléchi où ils se sont créés ? » La réponse est simple : à l'école. « Et là, on s'est retrouvés tous d'accord, s'amuse Laurence. Alors que nous nous demandions toujours quel type d'ouvrage nous allions demander pour mobiliser tout le village, la réponse était sous nos yeux. C'était évident qu'il fallait rénover l'école. Mais nous n'avions pas osé demander un chantier aussi important ! » Matali Crasset se retrouve donc avec une commande sous forme d'inventaire des besoins et des actions à mener sur les différents espaces de l'école. Tous les commanditaires s'attèlent à la tâche : les enseignantes travaillent avec leurs élèves pour établir la liste de tout ce qu'ils aimeraient dans leur future école ; les autres posent des jalons pour qu'un futur espace médiathèque puisse être ouvert au public en dehors des heures scolaires ; le nouveau maire et le Caue 22 souhaitent des bâtiments très isolants au plan énergétique. Munie de ce cahier des charges, l'artiste se lance. Elle qui travaille à partir des concepts de générosité, d'hospitalité, d'empathie et d'autonomie se souvient avec émotion du moment où elle présente son projet à la moitié du village réuni en juin 2009 : « il y avait une tension extraordinaire : tous ces regards pleins d'envies, qui pétillaient... Cette école porte le village. Ici, on touche au fond des choses, on parle de partage et on défend le beau pour tous. » La réponse de l'artiste à cette attente en étonne plus d'un : elle a en effet conçu des « extensions



Travailler avec des tiers / animateurs

Dans cette aventure, le rôle de la médiatrice a été essentiel : à la fois fil rouge au cours du temps, facilitateur de l'émergence de la parole, révélateur des points de convergence entre habitants, garant du processus d'échange avec l'artiste, organisateur de certains temps précis, mémoire de la progression de la démarche. La majorité des actions participatives révèle l'importance de ce rôle de tiers, traducteur, animateur, pacificateur parfois.

de générosité», structures en bois, oblongues et aériennes, posées à l'entrée et à l'intérieur de l'école, qui invitent à pénétrer dans l'école, puis à s'y reposer. Son étude redessine également l'implantation des bâtiments et requalifie l'intérieur des classes.

LES ÉCOLIERS SONT DEVENUS DE PETITS COMMANDITAIRES

Depuis cette première présentation, tous les protagonistes font bloc autour d'elle pour parachever le projet : le maire, Didier Ibagne, pour vérifier l'étude de faisabilité technique et chercher les financements, Mathieu Le Barzic, architecte, et Didier Pidoux, pour concevoir une réhabilitation écologique, les enseignantes avec leurs élèves pour s'approprier le projet architectural et y apporter, le cas échéant, des demandes d'amélioration. Une maquette de la future école a été construite avec les élèves, dans chacune des classes. Les élèves de moyenne section ont par exemple écouté Mathieu Le Barzic leur expliquer le concept d'un bâtiment passif. «*Notre classe sera une grande boîte sur laquelle on mettra une grosse couette et nous serons les petits radiateurs*». Grâce à la disponibilité de Matali Crasset et à la mobilisation de tous les commanditaires, le projet se renforce. «*Le fait de regarder les enseignantes travailler dans leurs classes, de discuter avec elles et les enfants a amené Matali à concevoir par exemple des tables aux pieds modulaires, qui peuvent se rassembler ou se désunir, mais aussi des systèmes de pots qui s'insèrent sur les tables ou se relèvent au plafond et permettent ainsi de préparer les activités scolaires puis de ranger facilement... Finalement, les écoliers aussi sont devenus commanditaires*», sourit Didier Pidoux. En juillet 2010, la première extension de générosité (la « bulle », comme l'appelle les



enfants) est installée devant l'école. L'occasion pour tout le village d'organiser une fête, avec Matali en invitée. Début 2012, parents, enseignantes et élèves attendent avec impatience que les fonds soient enfin réunis pour commencer les travaux de rénovation. «*Notre école, c'est l'unique activité qui rassemble tout le monde*, résume Annie. *Dans la région, nous sommes les seuls à en avoir encore une. Certaines familles alentours viennent désormais inscrire leurs enfants ici parce qu'ils ont entendu parler du projet. Elle n'est pas encore rénovée mais nous en sommes déjà très fiers.*» Mission accomplie pour les deux enseignantes. ■



Urgence : solidarités par-delà les continents

PROJET

Aménagement d'un fourneau communautaire géré par une coopérative de femmes pêcheuses et collectrices d'algues

TERRITOIRE

Village de Coliumo, région de Biobio, Chili

PUBLIC

Familles sinistrées du village

PORTEUR DE PROJET

Comité Chili
11, rue Caillaux
75013 Paris
comitechili@gmail.com
www.comitechili.fr

Février 2010 : les côtes du Chili sont victimes d'un très fort tremblement de terre, suivi de trois vagues déferlantes qui ravagent les villages construits au bord de l'océan. Une association française composée de Chiliens expatriés parvient alors à soutenir une coopérative de femmes pêcheuses et collectrices d'algues dans leur volonté de reconstruire le village.

Ximena de la Fuente fait partie de la communauté chilienne exilée en France depuis les années 70. Le 27 février 2010, elle réagit rapidement lorsqu'elle apprend qu'un tremblement de terre d'une magnitude 8,8 a secoué la région centrale du Chili, faisant un millier de victimes et de nombreux dégâts matériels. Avec les autres membres du Comité Chili, association créée à Paris en 2005 pour soutenir des actions culturelles et le renforcement de la démocratie, Ximena se mobilise pour venir en aide à ses compatriotes et leur apporter un soutien moral et surtout matériel. Elle se doute que les dégâts vont être importants, tout particulièrement dans la région assez pauvre du Biobio. « *Nous*

étions résolus à aider notre pays, affirme Ximena, mais nous voulions apporter notre aide directement à la population organisée, soit à un syndicat, soit à un comité de quartier, nous ne voulions pas passer par une ONG. Par chance, le frère de la présidente du Comité Chili habitait à Concepcion, la grande ville de la région. Nous lui avons demandé d'aller voir quelle était la situation sur place, avec une mission : détecter une communauté très éprouvée, mais en capacité de s'auto-organiser; nous voulions les aider directement à reconstruire leur village ou à relancer une activité. »

CONSTRUIRE LA CONFIANCE

Grâce à ce lien direct, elle est orientée vers Coliumo, un village où travaillent des femmes



« Nous avons pris l'habitude de nous retrouver tous autour du fourneau, par exemple lors d'un énorme barbecue pour la fête nationale. Mais c'est aussi un centre social. Parfois on pleure, parfois on rit... On reste là avec ceux qui ont le plus de mal à se remettre du tremblement de terre et du tsunami : les personnes âgées, les enfants et certains hommes. »

Sara Garrido

pêcheuses et collectrices d'algues. Regroupées au sein d'une coopérative depuis des années, elles ont l'expérience de la mutualisation des tâches et des actions collectives : certaines s'occupent de la récolte et de la pêche, la déshydratation et le stockage, d'autres gèrent la commercialisation et les fonctions administratives. La répartition des bénéfices se fait collectivement et équitablement, en fonction des jours travaillés. La coopérative est gérée par un bureau : une présidente, une vice-présidente, une secrétaire et une trésorière. Cette nuit-là, leur vie bascule. « Ces pêcheurs connaissent bien la mer et lorsque la terre a tremblé, ils ont tout de suite eu le réflexe d'aller se réfugier plus haut, dans les montagnes. Grâce à cela, lorsque les vagues sont arrivées, il n'y a pas eu de mort... mais le village de bord de mer n'existait plus, il était dévasté. » Durant les quelques semaines entre le tremblement de terre et la mise en relation avec le Comité Chili, les villageois se sont vus dotés de cabanes installées dans les hauteurs où ils s'étaient réfugiés. « Les maisonnettes installées par le gouvernement étaient très sommaires, résume Sara Garrido, présidente de la coopérative. Soit on pouvait y dormir, soit on y cuisinait, mais les deux étaient impossibles. Nous avons dû les agrandir par nos propres moyens et voir comment nous pouvions améliorer nos conditions de vie. » Les premiers contacts entre les habitants sinistrés de Coliumo et les représentants du Comité Chili sur place sont d'abord empreints d'une certaine réserve : ces familles de pêcheurs qui ont tout perdu sont réputées pour être très autonomes et longues à accorder leur confiance. Assez rapidement toutefois, la coopérative s'impose comme un interlocuteur représentatif. Sur les

80 familles sinistrées qui habitent un des quatre campements, 21 d'entre elles font partie du syndicat : leurs habitudes de vie en collectivité sont très utiles pour recueillir les besoins et établir les demandes prioritaires. Et puis, la solidarité entre Chiliens fait le reste, par-delà les océans. « Dès que Sara Garrido a appris qu'au bout de la chaîne, il y avait des Chiliens qui souhaitaient leur venir en aide, nous nous sommes mises à communiquer directement » confie Ximena. La première aide financière octroyée par le Comité Chili pare donc au plus pressé et sert à acquérir des cuisinières, des matelas, des réfrigérateurs ainsi qu'une embarcation et un moteur. Cela permet de se « tester » entre la France et le Chili, d'apprendre à se connaître et de renforcer le Comité Chili dans sa conviction : il était indispensable de favoriser la reconstruction non seulement du village, mais d'aider ses femmes dans leur démarche solidaire et de démocratie participative.

UN FOURNEAU COMMUNAUTAIRE POUR RÉORGANISER LA VIE COLLECTIVE

La coopérative des femmes pêcheuses propose alors une réalisation : « Nous avons besoin d'un lieu pour nous retrouver tous ensemble et aussi pour recommencer à mener des activités productives, résume Sara Garrido. Nous souhaitons construire un fourneau communautaire où nous pourrions faire la cuisine pour beaucoup de personnes, vendre du poisson frit et puis nous réunir, discuter, échanger... » Hérité du mode de vie des Indiens Mapuche qui vivent dans ce sud chilien, le fourneau communautaire est un lieu de sociabilité dans les villages, qui sert tout autant à organiser des repas entre tous, qu'à mettre en place du soutien scolaire pour les enfants, ou à tenir des réunions syndicales et des ateliers manuels pour les adultes. Avec les fonds collectés par le Comité Chili à Paris, l'aide de la Fondation de France, le soutien pratique d'étudiants en architecture contactés à Concepcion, les villageois de Coliumo se mettent alors tous au travail pour construire ce fourneau et favoriser





S'appuyer sur les fonctionnements existants

Le choix de s'appuyer sur des fonctionnements collectifs existants et sur l'expertise des personnes s'est avéré essentiel. Il a permis d'éviter que des solutions ne soient plaquées de manière artificielle. Le respect de la demande exprimée par les membres de la coopérative autour de la création du fourneau communautaire a favorisé l'implication progressive des habitants. Ce processus s'est révélé fondamental pour renforcer un collectif villageois fragilisé et lui permettre de faire valoir ses points de vue sur des choix essentiels pour leur avenir et leur vie quotidienne.

un renouveau de vie sociale au sein de la petite communauté. Chaque semaine, de très nombreux habitants du campement s'y retrouvent. Ils recensent les besoins, prennent des décisions en commun, retransmettent les informations importantes : compte rendu des rencontres avec les représentants de l'État et de la Région ou état d'avancée des indemnisations par exemple.

RELANCER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Nouveau cœur du village, le fourneau communautaire accueille désormais des discussions animées sur le grand souci des femmes pêcheuses : nettoyer la pollution marine côtière causée par les tonnes de débris (gravats, véhicules, maisons et leurs contenus...) laissés par le tsunami et permettre le retour des poissons et des algues. « Nous avons présenté des projets au

gouvernement afin d'obtenir des moyens pour nettoyer les fonds marins, récupérer nos aires de culture naturelle et prendre soin de notre environnement, explique Sara Garrido. Ces démarches n'ont pas encore abouti. En parallèle, nous nous sommes mises à travailler avec des chercheurs d'une université qui nous apprennent à cultiver des algues dans la terre, pour pouvoir les plonger dans la mer ensuite. Nous savons que ce sera un processus long. » Très mobilisées pour éviter de voir disparaître leur activité économique, Sara et ses amies s'entraident désormais pour pallier l'absence, qu'elles espèrent momentanée, d'outils de production. « Elles sont très dignes, très fières, très solidaires, insiste Ximena. Et cela nous conforte dans notre volonté de poursuivre notre action pour elles. On redonne du sens à la vie quand on permet aux gens de retrouver leur autonomie. » ■



Construire progressivement

La confiance se construit toujours de manière progressive. Elle suppose que les personnes concernées se sentent écoutées et reconnues dans leur propre manière de définir leurs besoins. Dans l'exemple présenté, l'action s'est d'abord engagée modestement pour répondre à des besoins d'équipements d'urgence. Cela a permis de se « tester », de se connaître et de constituer la base d'une démarche plus ambitieuse et construite. La co-construction de projets et d'actions implique de prendre le temps nécessaire à ces phases d'approche, d'appropriation, de mise en confiance réciproques.

« RÉUSSIR À DONNER ENVIE »

Créateur de Valeur Plus, société de conseil aux organismes privés ou publics pour accompagner les démarches participatives, Denys Cordonnier attache une importance essentielle aux projets de lutte contre l'exclusion sociale. Il est également expert-bénévole au sein du comité Emploi de la Fondation de France.



Quelles réflexions vous inspirent les expériences du fourneau communautaire au Chili, du Blé en Herbe à Trébédan et de la Place Santé à Saint-Denis ?

Le point de départ impératif de toute démarche participative est la préoccupation des personnes : de quoi ont-elles besoin ? Ce n'est pas une question d'outils. L'exemple du Chili est flagrant : cela marche parce que c'est la communauté elle-même qui définit ce qu'elle veut. La deuxième leçon, c'est qu'une démarche participative doit chercher à résoudre quelque chose. Il s'agit de produire de façon concrète.

Ensuite, il faut que les gens se sentent considérés, qu'ils sachent qu'ils ont une vraie place. Et à ce titre, l'absence des hommes me saute aux yeux ! Je le constate aussi dans mon travail. Pour pouvoir intégrer une pratique participative, il faut exister soi-même. Or, dans les situations de précarité, les femmes, même si elles « galèrent »,

ont plus souvent un statut, celui de mère, d'épouse, elles ont la responsabilité de leur foyer. Mais quelle est la place des hommes s'ils ne travaillent pas ? Est-ce que leurs préoccupations sont suffisamment prises en compte ?

Quels sont les principes à mettre en place pour favoriser le développement d'actions participatives ?

Les simples invitations ne suffisent pas. Et il faut éviter de demander aux gens de se justifier, « pourquoi n'êtes-vous pas venu ? » par exemple. Ils se retrouvent acculés et se placent sur la défensive. Pour que les plus déconsidérés socialement osent s'investir dans des démarches collectives, des intermédiaires sont parfois nécessaires, des passeurs. C'est dans la proximité au quotidien que se tissent la confiance, l'envie de contribuer et les engagements, petit à petit, sans brusquerie.

Pour vous qui accompagnez ce type d'expériences, quels facteurs de réussite vous semblent les plus importants ?

Une démarche participative suppose que la ressource de chacun soit mise également à contribution. Il est essentiel de revenir sans cesse aux savoirs des individus, à leur expérience de vie, à leurs réflexions, pour les faire remonter vers le collectif. Mon rôle d'animateur et de facilitateur est d'être à l'écoute de ces savoirs et d'être un simple catalyseur pour le collectif, riche de toutes ses complémentarités. On se trouve alors dans une logique d'échange qui va permettre au groupe de trouver les clés pour co-produire. L'écueil, c'est de ne pas y croire !

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier l'ensemble des participants de nous avoir livré leurs témoignages éclairants. Ils nous rappellent à quel point ces initiatives représentent des voies d'espoir qui méritent d'être plus largement explorées. Précieux contrepoints aux tendances actuelles à techniciser, spécialiser, voire morceler l'approche des questions sociales, elles laissent aux personnes une vraie place pour être et devenir, pour construire une société plus solidaire. Nous gagnerions tous à nous en inspirer. Nous remercions également tous les collaborateurs de la Fondation de France qui ont fait de ce document le fruit d'une véritable démarche participative!



POUR ALLER PLUS LOIN

La participation dans différents domaines d'action

- *La participation : une chance à saisir. Lançons-nous !*, Les Cahiers de l'Uniopss, n° 21, mai 2010
- *Briser les barrières – générer le changement : construire la participation des personnes en situation de pauvreté – études de cas*, Guides EAPN, 2012
- *Usagers conseils de vie sociale, groupe d'expression : la participation, cela s'apprend*, Recueil et documents n° 42, Fnars, juillet 2007
- *Le croisement des pouvoirs : croiser les savoirs en formation, recherche, action*, ATD Quart-Monde, Editions de l'atelier, 2008
- *Connaître avec pour agir ensemble*, Dossier ressources de la MRIE Rhône Alpes, 2005
- *Participation des usagers dans les établissements de santé : des principes aux expériences, des expériences aux principes*, CISS, 2009
- *Expression et participation des usagers dans les établissements relevant de l'addictologie*, Anesm, 2010
- *Empowerment et santé mentale*, Revue la Santé de l'Homme n° 413 mai-juin, Inpes, 2011
- *Développement social participatif – Modes d'emploi*, revue Territoires, Adels, 2005
- *Guide pratique du dialogue territorial*, Philippe Barret, Editions de l'Aube, Fondation de France, 2012
- *Jusqu'au bout de la vie : vivre ses choix, prendre des risques...*, Fondation de France, 2007

La participation dans les politiques publiques

- *Recommandations pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques*, CNLE, octobre 2011
- *Étude sur les modes de participation des usagers-citoyens à la prise de décision en santé*, Planète publique, juillet 2011
- *Participation des personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active au dispositif*, Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, mars 2012
- *La concertation en environnement – Éclairage des sciences humaines et repères pratiques*, Ademe, 2011
- *La participation des citoyens et l'action publique*, CAS, 2008

Articles et ouvrages divers

- *Evaluer avec les usagers* – E. Donnet Descartes D.Dujardin, Presses de l'EHESP, 2012
- *La place des usagers en psychiatrie : récentes évolutions* – A.Caria, In Manuel de Psychiatrie, Masson, 2007
- *Le nouvel esprit de la démocratie – Actualité de la démocratie participative* – L.Blondiaux, Le Seuil – La république des idées, 2008
- *Participation : amplifier la voix des « acteurs faibles »* – L.Barbe, revue Actal n°7 mars 2010, Cahiers thématiques de l'Anitea et de la F3A
- *Participation rime avec considération* – D.Cordonnier, Economie et humanisme, n°381, juin 2007
- *La participation des personnes âgées à l'élaboration des politiques qui les concernent* – M. Landanger, Gériologie et société n°115/2005

Et à l'étranger

- *Méthodes participatives – Un guide pour l'utilisateur*, Fondation Baudouin, 2006
- *Politiques et Boîtes à outils concernant la participation du public à la prise de décisions*, Santé Canada, 2000

Sites et lieux de documentation

- www.mrie.org – Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion Rhône Alpes
- www.capacitation-citoyenne.org
- www.uriopss-npdc.asso.fr – Site Uriopss Nord Pas-de-Calais
- www.revue-participations.fr – Groupement d'intérêt scientifique « participation du public, décision, démocratie participative »
- www.institut-renaudot.fr – pour différents exemples de démarches de santé communautaire
- www.atd-quartmonde.fr – films autour des processus favorisant la participation

INDEX DES NOTIONS

- 4 De quoi parle-t-on ?
- 5 Nos aides pour encourager la participation

LA PARTICIPATION, POUR QUOI FAIRE?

- 8 Développer la confiance
- 8 Reconnaître l'expertise
- 9 Ne pas résumer les personnes à leurs difficultés
- 12 Produire des effets en cascade
- 12 Donner, recevoir, rendre : un ressort essentiel
- 14 Inventer de nouvelles actions
- 15 Réveiller des capacités de mobilisation
- 17 Rassembler pour décider ensemble
- 18 Sortir des rôles convenus
- 18 Améliorer les pratiques professionnelles

POUVOIR AGIR ET DÉCIDER

- 21 Faire émerger des enjeux partagés
- 23 Intégrer des motivations variées
- 23 Prendre en compte des légitimités différentes
- 25 S'appuyer sur des médiateurs
- 26 Partir d'un principe d'alliance
- 29 Renforcer le pouvoir d'agir et de décider
- 29 Permettre la progressivité des engagements

DES OUTILS ET DES MÉTHODES POUR S'ENGAGER

- 35 Renouveler l'énergie
- 35 Combiner rencontres informelles et lieux de décisions structurés
- 37 Créer des conditions propices
- 38 Construire les enjeux collectifs dans le temps
- 39 Travailler avec des tiers / animateurs
- 42 S'appuyer sur les fonctionnements existants
- 42 Construire progressivement



Depuis 1969, la Fondation de France soutient des projets concrets et innovants qui répondent aux besoins des personnes face aux problèmes posés par l'évolution rapide de la société. Elle agit principalement dans trois domaines : l'aide aux personnes vulnérables, le développement de la connaissance (recherche, culture, formation) et l'environnement. Elle favorise également le développement de la philanthropie.

Elle aide les donateurs à choisir les meilleurs projets, conseille les fondateurs sur leur champ d'intervention, leur stratégie et sur le cadre juridique et fiscal le plus approprié.

Indépendante et privée, la Fondation de France ne reçoit aucune subvention et ne peut agir que grâce à la générosité des donateurs.

Fondation de France
40 avenue Hoche
75008 Paris
01 44 21 31 00
www.fondationdefrance.org